

8 LA QUESTION

Entre passion et pression

COMMENT SOUTENIR ceux qui nous NOURRISSENT ?

18 DÉCRYPTAGE

2000 - 2025
25 ans de médiation
au régime agricole

20 TERRITOIRES

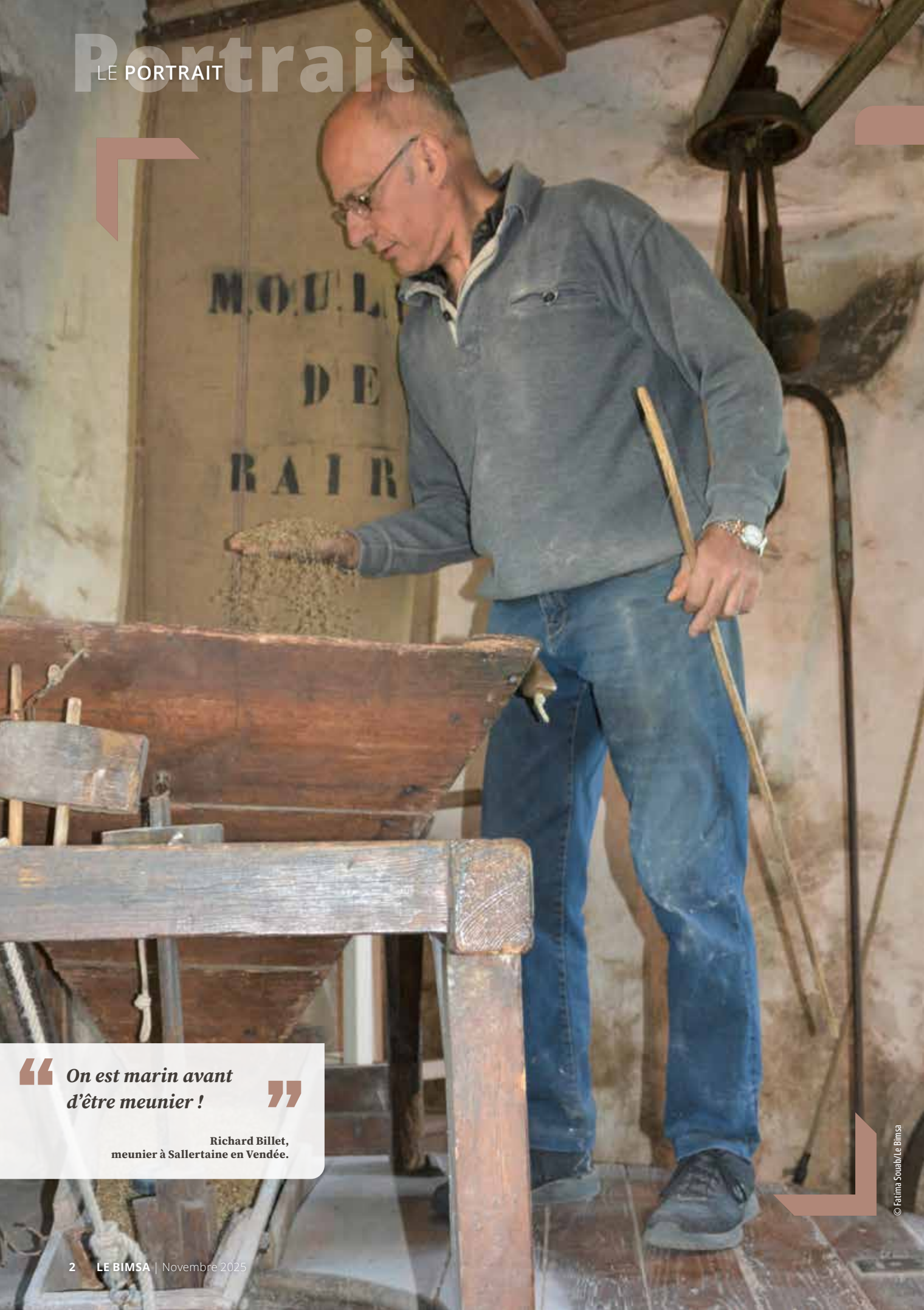
Incendies de l'Aude
La lente
reconstruction

27 MIEUX-VIVRE

Concertation nationale
La MSA veut simplifier la vie
de ses adhérents

Portrait

LE PORTRAIT



“ On est marin avant
d’être meunier ! ”

Richard Billet,
meunier à Sallertaine en Vendée.



Richard Billet

Le gardien DU VENT

Dans le ciel de Sallertaine, en Vendée, un moulin tourne encore, porté par la force du vent et la passion de ses meuniers. Entre tradition et transmission, Richard Billet et sa famille font vivre l'histoire du moulin de Rairé.

A Sallertaine, au cœur du marais breton vendéen, le vent se lève. Les ailes du moulin de Rairé se mettent en branle. Au milieu des roues, des engrenages et de la fine poussière, tandis que la mécanique ronronne, Richard Billet s'affaire. C'est le moment de transformer ses grains de blé en farine. Fêru d'histoire, cet ancien professeur de lycée veille sur ce patrimoine vivant avec la passion d'un marin attaché à son navire.

Il a trouvé dans ce lieu chargé de mémoire, l'alliance parfaite entre son goût pour le passé et la tradition familiale. Le moulin du XVI^e siècle appartient depuis 1840 aux Barreteau, la famille d'Anne, sa femme. C'est son beau-père, meunier et exploitant agricole, qui tenait la barre avant lui. Lorsque celui-ci prend sa retraite, Richard ne peut se résoudre à laisser tomber le bâtiment classé monument historique dans l'oubli. « *Ça allait s'arrêter et je trouvais ça triste* », confie-t-il. Aujourd'hui, avec Anne et leur fils Pierre, qui les a rejoints, il perpétue la tradition. Ensemble, ils font partie de l'une des dernières familles à exploiter un moulin à vent de manière traditionnelle, sans électricité. Sur les 5 000 toujours debout en France, seuls 300 fonctionnent encore, dont une cinquantaine épisodiquement, « *souvent à des fins touristiques* », note Richard.

Il lui a fallu des années pour apprivoiser ce métier complexe. La « *machine* », comme il l'appelle avec affection, doit être domptée. « *On est marin avant d'être meunier* », résume Richard, rappelant que les moulins à vent, apparus en France vers le XII^e siècle, doivent beaucoup aux techniques



© Fatima Souab/Le Bimsa

maritimes. Cette formule n'a rien d'une métaphore, comme en témoigne le vocabulaire utilisé : on parle de voilure et de la vergue. Pour savoir faire de la farine, il faudrait donc apprendre à naviguer...

Et puis, il faut maîtriser une technique précise qui s'apparente à celle d'un horloger minutieux. « *Tout se calcule au micron près. Au fur et à mesure de la journée, les réglages changent. On veille au bon écartement des pierres en fonction du type de grain à moudre, mais aussi de la température qui a chauffé les pierres en activité, détaille ce passionné. Les ailes doivent également être réglées fréquemment. Même l'humidité doit être prise en compte.* » Pour arriver à produire de la farine, c'est donc tout un apprentissage. Richard Billet connaît maintenant sa machine par cœur, à l'écoute du moindre son qui pourrait l'alerter d'un problème. « *Notre premier outil de travail, c'est l'oreille.* » Il se décrit d'ailleurs comme « *un pianiste à l'écoute du tic-tac* » spécifique de son moulin, son « *battement de cœur* ».

Un métier 3 en 1

L'activité est saisonnière. L'été est consacré à moudre le grain, et le moulin tourne à plein régime : fabrication de la farine, ensachage et livraisons sont au planning. À l'année, il produit 200 tonnes de farine de blé, 25 tonnes de sarrasin et 3 à 4 tonnes de farine de riz. Richard organise aussi des visites du moulin, pour continuer à transmettre ce qui le passionne : l'histoire. En hiver, le meunier s'attache à l'entretien de l'édifice. Sa fonction ne se limite en effet pas à faire de la farine. « *Il y a toute une partie du travail que l'on ne voit pas. On a un deuxième métier, celui d'amouleur* », c'est-à-dire un spécialiste de la construction des roues à aubes et engrenages en bois pour moulin à vent. Poncer et repeindre les ailes (ce qui représente près de 100 kilos de peinture), recaler le bois, goudronner la toiture... les tâches ne manquent pas.

Depuis plus de trente ans, Richard travaille près de 18 heures tous les jours, un peu moins en hiver. Quand viendra l'heure de la retraite, Pierre, le fils d'Anne et de Richard, sera prêt à reprendre le flambeau. Et quand le vent se lèvera, les ailes du moulin de Rairé tourneront à nouveau.

Coline Lucas

Plus d'infos sur : moulin-a-vent-de-raire.com

DATES-CLÉS

- 1555** Construction du moulin
- 1968** Naissance à Machecoul, en Loire-Atlantique
- 1992** Obtention d'une maîtrise en histoire contemporaine (sur le thème des moulins angevins)
- 1997** Débuts en tant que meunier

SOMMAIRE

En une :

Agnès Papone, ici avec son mari, agriculteur, s'engage contre le mal-être agricole, en tant que Sentinelle, dans son village de Puget-Théniers, dans les Alpes-Maritimes (lire en page 9).

2 LE PORTRAIT

Richard Billet

Le gardien du vent

5 L'ESSENTIEL

L'actu des régions et de l'institution

8 LA QUESTION

Entre passion et pression

Comment soutenir ceux qui nous nourrissent ?

18 DÉCRYPTAGE

2000 - 2025

25 ans de médiation en MSA

20 TERRITOIRES

➤ **Incendies dans l'Aude**

La lente reconstruction

➤ **François Serpaud**

La voix du collectif

24 MIEUX-VIVRE

➤ **Octobre rose**

La prévention invite à l'écoute de son corps

➤ **Action commune**

Les délégués conjuguent la santé au féminin

➤ **Concertation nationale**

La MSA veut simplifier la vie de ses adhérents

28 LA BONNE NOUVELLE

Modèle social à la française

La Sécurité sociale célèbre ses 80 ans

ÉDITORIAL

Écouter, accompagner et SIMPLIFIER

Ce numéro du *Bimsa* consacre son dossier à un enjeu majeur pour le monde agricole : la prévention du mal-être. Ce sujet, au cœur de notre action depuis plus de quinze ans, reflète la priorité que la MSA accorde à l'écoute, à la prévention et à l'accompagnement de ses adhérents.

Le programme national de prévention et d'accompagnement des ressortissants agricoles en situation de mal-être (PMEA) – lancé en 2020 – s'inscrit pleinement dans cette démarche historique. Il illustre la capacité du réseau MSA à agir collectivement, sur l'ensemble du territoire, au plus près des besoins. Plus de 70 projets ont déjà été financés depuis 2022, dont 17 en 2025, pour renforcer les actions locales de prévention et d'accompagnement.

Le nombre croissant d'appels en direction d'Agri'écoute en est l'un des symboles les plus forts : plus de 14 460 appels qualifiés entre 2021 et 2025, en hausse de 16 % tous les ans. Et surtout, 11 % des appelants poursuivent aujourd'hui un accompagnement sur plusieurs entretiens avec un psychologue, signe de confiance et de continuité. Ces résultats témoignent d'une réalité : quand on écoute vraiment, la parole se libère, et l'accompagnement devient durable.

Dans le même état d'esprit de dialogue, nous lançons une concertation nationale sur la simplification administrative auprès de nos adhérents (lire en page 27). Fidèle à son modèle démocratique, l'institution agit en concertation avec ceux qu'elle protège. Les exploitants, salariés, employeurs et retraités agricoles sont les mieux placés pour dire ce qui fonctionne, ce qui freine et ce qui pourrait être amélioré.

Écouter pour accompagner, accompagner pour simplifier : c'est un même mouvement, celui de la confiance renforcée. Dans un contexte où la santé mentale et la charge administrative pèsent souvent lourdement sur les épaules du monde agricole, ces deux démarches – le PMEa et la concertation pour la simplification – participent d'une même ambition : rendre la vie des adhérents plus sereine.



Anne-Laure Torrèsin,
directrice générale de la CCMSA.

Le Bimsa n°253 | Novembre 2025

Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole – 19, rue de Paris – CS 50070 – 93013 Bobigny Cedex – Tél. : 01 41 63 77 77 – www.msa.fr – **Le Bimsa** : dépôt légal à parution – CPPAP : 1026M 05851 – ISSN : 1298-9401 – **Directeur de la publication** : Anne-Laure Torrèsin – **Comité d'orientation** : Jean-François Fruttero ; Philippe Moinard ; Annie Aublanc ; Didier Cuniac ; Sabine Delbosc-Naudan ; Thierry Girard ; Régis Jacobé ; Bernard Simon – **Rédacteur en chef** : Alexandre Roger – **Rédactrice en chef adjointe** : Marie Molinaro – **Rédacteurs** : Frédéric Fromentin ; Coline Lucas ; Fatima Souab – **Maquettiste** : Delphine Levasseur – **Conception** : Christine Brianchon – **Administration et abonnements** : tél. : 01 41 63 70 67 – **Abonnement** 1 an : 11,60 € – **Imprimeur** : Riccobono Imprimeurs – Papier issu de forêts gérées durablement. Imprimé en France ■, sans sécheur, sans eau et sans chimie sur du papier recyclé et labellisé – www.riccobono-imprimeurs.com – **Couverture** : © Marie Molinaro/Le Bimsa – **Éditorial** : © Sylvain Cambon/CCMSA Image



La reproduction d'articles du Bimsa est subordonnée à une autorisation préalable.





PARIS

Proximité et simplification au cœur des priorités de la rentrée



« Notre force, c'est la proximité », rappelle Jean-François Fruttero, président de la CCMSA, lors de la conférence de presse de rentrée de la caisse centrale de MSA organisée le 3 octobre à Paris. Aux côtés de François Serpaud, premier vice-président, et d'Anne-Laure Torrèsin, directrice générale, il a présenté les priorités de la nouvelle mandature : prévention du mal-être agricole,

soutien aux territoires et simplification des démarches.

« Face aux crises qui ont marqué l'année – qu'il s'agisse des incendies dans l'Aude ou de la dermatose nodulaire contagieuse bovine, dont de nouveaux foyers sont apparus –, la MSA s'est affirmée comme un véritable amortisseur », explique Jean-François Fruttero. Il insiste sur l'action concrète des caisses locales

pour accompagner viticulteurs et agriculteurs touchés : « Avec une prise de contact systématique, nous intervenons rapidement pour proposer aides, soutien social et conseils adaptés », précise-t-il.

« Nous devons être là pour tendre la main à celles et ceux qui n'osent pas toujours parler et leur rappeler qu'ils ne sont pas seuls », souligne François Serpaud. Près de 9 000 sentinelles bénévoles et 2 000 professionnels sont aujourd'hui engagés dans ce réseau d'écoute et d'accompagnement.

Point fort de la rentrée : le lancement d'une concertation nationale sur la simplification administrative. « C'est la première attente des exploitants, explique Anne-Laure Torrèsin. Nous voulons coconstruire avec eux des solutions concrètes pour alléger les démarches et redonner du temps au travail agricole. » (lire aussi en page 27).

FRANCE

Vaccination contre la grippe

Après une épidémie particulièrement sévère l'hiver dernier (30 000 hospitalisations, 17 000 décès), l'Assurance maladie et la MSA ont lancé le 19 octobre la campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière. Objectif : protéger les publics à risque – seniors, femmes enceintes, personnes atteintes de maladies chroniques – mais aussi les professionnels des filières aviaire et porcine, plus exposés aux virus influenza.

La vaccination, gratuite sur présentation du bon de prise en charge envoyé par la MSA, peut être réalisée en pharmacie, par une infirmière, une sage-femme ou un médecin.

Au-delà de la protection individuelle, elle contribue à éviter la transmission des virus humains aux animaux et la possible recombinaison entre souches, source de nouveaux virus. Un geste simple, collectif et protecteur pour la santé de tous et des élevages.



PARIS

À la rencontre des parlementaires

Les 8 et 15 octobre, les dirigeants de la MSA ont rencontré successivement des députés puis des sénateurs pour présenter leurs réflexions et propositions sur les réformes à venir dans le régime agricole.

Lors de la séance du 8 octobre, devant une dizaine de députés, Jean-François Fruttero a évoqué les difficultés des filières viticole, élevage et céréales, soulignant l'importance du rôle de la MSA dans l'accompagnement social, économique et psychologique des acteurs agricoles. François Serpaud a illustré cette ambition via la création de l'aide au répit administratif. De son côté, Anne-Laure Torrèsin a présenté des mesures incluses dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2026, en insistant sur celles

issues du livre blanc *Femmes en agriculture* – un document élaboré par la MSA, avec la participation active de ses administratrices, et qui propose 15 axes pour mieux reconnaître et accompagner le rôle des agricultrices. Elle a également détaillé la réforme des 25 meilleures années pour les retraites agricoles. Le 15 octobre au Sénat, les débats ont porté sur le bilan positif de la précédente convention d'objectifs et de gestion (COG), les actions de prévention du mal-être agricole et le rôle d'amortisseur des crises assumé par la MSA. Ces rencontres réaffirment la volonté du régime agricole de construire son avenir en dialoguant avec les élus et en avançant des propositions structurantes pour le monde rural.



PUY-DE-DÔME

Sommet de l'élevage : fréquentation en hausse



Sur le stand de la MSA Auvergne, élus, partenaires et jeunes agriculteurs ont fait vivre le salon autour des enjeux de santé, de prévention et de qualité de vie au travail.

Le Sommet de l'élevage s'est tenu du 7 au 10 octobre à Cournon, près de Clermont-Ferrand, dans un contexte inédit : l'absence des bovins, une conséquence directe des mesures sanitaires face à l'épisode de dermatose nodulaire contagieuse. Un manque visible dans les allées qui n'a pas entamé la vitalité du rendez-vous.

Le Sommet a rassemblé cette année 1 770 exposants issus de 34 pays, représentant l'ensemble des filières agricoles : génétique, machinisme, agrofournitures, innovations technologiques et agri-énergies. Un record de participation, accompagné d'une fréquentation en hausse avec plus de 100 000 visiteurs.

Sur le stand de la MSA Auvergne, les équipes ont animé de nombreux échanges autour de la santé et de la prévention. Parmi les temps forts, une sensibilisation aux risques festifs a été proposée aux jeunes agriculteurs et lycéens agricoles, avec la distribution de bouchons d'oreilles et de capuchons destinés à protéger les verres de tout dépôt de substances, comme certaines drogues. Les dispositifs de soutien au bien-être et à la qualité de vie au travail ont également été présentés au public (lire aussi en p. 26).

Une édition marquée par la réflexion, la prévention et la solidarité, où l'absence des animaux a laissé toute sa place au dialogue humain.



GIRONDE

La prévention fait salon



L'outil numérique de formation à la pulvérisation phytosanitaire, Simu-Pulvé, est lauréat du prix de l'innovation Préventica Bordeaux 2025.

Du 14 au 16 octobre, la MSA Gironde et les équipes de santé-sécurité au travail des MSA de Nouvelle-Aquitaine ont participé au salon Préventica Bordeaux, grand

rendez-vous dédié à la santé, la sécurité et la qualité de vie au travail. Sur le stand MSA, trois pôles ont attiré de nombreux visiteurs : terroir (affilage des sécateurs, prévention des troubles musculosquelettiques et sensibilisation aux risques liés aux rayonnements ultraviolets), innovation (présentation de l'outil pédagogique Simu-Pulvé, lauréat du prix de l'innovation) et offre de services (conseils personnalisés et outils MSA).

Cinq conférences ont complété ces animations, autour de la prévention dans les très petites entreprises (TPE), du bien-être au travail ou encore des impacts de l'intelligence artificielle. Un événement riche en échanges, illustrant l'engagement de la MSA pour une prévention de terrain, au plus près des professionnels agricoles.

FRANCE

Qualité reconnue pour les services SST de la MSA

Chacun des 35 services de santé-sécurité au travail (SST) en agriculture du réseau MSA ont obtenu la certification AfnorSpec 2218 niveau 1, reconnaissant la qualité de leur offre en prévention des risques professionnels, suivi individuel de la santé et prévention de la désinsertion professionnelle. Cette certification, rendue obligatoire par la loi du 2 août 2021, garantit une offre homogène sur tout le territoire, encourage l'amélioration continue des services et place l'utilisateur au centre de la démarche. Délivrée par un organisme tiers indépendant, elle marque une étape clé de la démarche qualité de la MSA, qui vise le niveau 2 en 2027. « Au-delà d'un label, cette certification est un gage de qualité pour mieux accompagner le monde agricole », souligne Anne-Laure Torrèsin, directrice générale de la CCMSA.



Plus d'infos :
agriculture.gouv.fr/certification-des-services-de-sante-au-travail-en-agriculture

Le chiffre

32 000

C'est le nombre de femmes du régime agricole prises en charge pour un cancer du sein, + 3 % en un an (chiffres MSA 2023).



SAVOIE

La MSA et Bulle d'air célèbrent les aidants



Une journée haute en couleurs pour célébrer et soutenir les aidants.

Le 4 octobre, l'association Bulle d'air et la MSA Alpes du Nord ont organisé une journée dédiée aux aidants, en clôture de la marche connectée « Pas à pas pour les aidants ». Avec le soutien de nombreux partenaires, 1 315 participants répartis en 376 équipes ont parcouru plus de 10 200 km à vélo et 87 000 km à pied en seulement deux semaines, rappelant l'importance de la solidarité envers ce public. La journée à Chambéry a mêlé animations créatives, exposition photos, espace

info-aidants et ateliers bien-être, enchantant petits et grands. Spectacle de bulles géantes, fanfare savoyarde, danse inclusive et concert ont rythmé l'événement, sous l'œil bienveillant des délégués MSA qui ont rappelé l'importance de soutenir les aidants aujourd'hui et demain. Une occasion unique pour découvrir dispositifs et associations dédiés, ou devenir relais afin d'offrir un peu de répit à ceux qui accompagnent au quotidien.

Plus d'infos : repit-bulledair.fr

AGENDA

France

Une semaine pour votre retraite

→ du 17 au 21 novembre

Afin d'anticiper cette étape importante, une semaine spéciale retraite consacrée aux exploitants et travailleurs indépendants est organisée partout en France du 17 au 21 novembre (22 hors MSA). En partenariat avec l'Assurance retraite et la Cipav, principale caisse de retraite et de prévoyance des professionnels libéraux, de nombreux conseillers répondront aux questions des adhérents lors d'événements dédiés.

» msa.fr

Paris

Salon des maires

→ du 18 au 20 novembre

Le Salon des maires et des collectivités locales réunit élus, décideurs et acteurs du secteur public. Il offre une plateforme pour échanger sur les enjeux et découvrir des innovations et solutions adaptées aux besoins du secteur.

» salondesmaires.com

Besançon

ForestInnov

→ du 19 au 20 novembre

Le salon des innovations de la filière forêt-bois est dédié aux professionnels du secteur, ForestInnov réunira les acteurs de l'innovation et des services pour la forêt. Au programme : salon d'affaires spécialisé, rencontres professionnelles et conférences autour des solutions et technologies au service de la filière.

» forestinnovbyeuroforest.fr

France

Collecte solidaire de Noël

→ du 19 novembre au 5 décembre

La collecte solidaire de Noël MSA, organisée en partenariat avec le Secours populaire français, permet de récolter jouets neufs, denrées et dons au profit des familles et personnes en situation de précarité. L'opération offre une occasion d'agir concrètement et soutenir ceux qui en ont le plus besoin. Des points de collecte sont ouverts dans toute la France, dans les locaux des MSA.

» msa-solidaire.msa.fr



SAÔNE-ET-LOIRE

« Parents ? Même pas peur ! »



Le Théâtre de Mâcon s'est transformé, le temps d'une journée, en véritable village dédié aux familles, à l'écoute et au partage.

Le 1^{er} octobre, Mâcon a accueilli le tout premier forum départemental de la parentalité, un événement inédit réunissant parents, enfants et professionnels autour d'un objectif commun : échanger, informer et accompagner les familles

à chaque étape de la vie. Organisé par la MSA Bourgogne et la caisse d'allocations familiales de Saône-et-Loire, au sein du comité départemental des services aux familles, ce village a proposé cinq espaces thématiques, de la petite enfance à l'adolescence, en passant par le handicap et le soutien à la parentalité.

Tout au long de la journée, trois stands et 80 professionnels ont accueilli près de 800 visiteurs, venus découvrir ateliers, jeux, animations et espaces d'échanges. Cet événement convivial a illustré la richesse du travail collectif mené pour soutenir la parentalité et renforcer les liens familiaux dans un monde en constante évolution.

Entre passion et pression

COMMENT SOUTENIR ceux qui nous NOURRISSENT ?

Le Programme de prévention du mal-être en agriculture (PMEA) célèbre ses cinq ans. Sur le terrain, écoute, accompagnement et soutien humain se conjuguent pour repérer et protéger les agriculteurs, les salariés agricoles et leurs familles dès les premiers signes de fragilité. Grâce à un maillage territorial unique et à un réseau de délégués formés, la MSA se place en première ligne de ce combat. Premier arrêt : Puget-Théniers, dans les Alpes-Maritimes, où un village tout entier se mobilise contre le risque suicidaire. Une démarche illustrant l'engagement concret de l'institution et la capacité de son réseau à innover pour proposer des réponses pérennes et adaptées aux spécificités de chaque territoire.

MOBILISÉS CONTRE LE RISQUE SUICIDAIRE

Le village des **SENTINELLES**

Dans les Alpes-Maritimes, la MSA Provence Azur a initié un projet Sentinelles pas comme les autres. En mobilisant tous les acteurs du territoire (délégués, professionnels, citoyens...), il vise à former un réseau global capable de détecter les signaux de détresse, d'écouter avec bienveillance et de guider vers les bonnes ressources. Ou quand la lutte contre le risque suicidaire mobilise tout un village, et plus encore.

A 60 kilomètres au nord de Nice, au cœur de la vallée du Var, la cité méridionale de 1 800 habitants s'élève entre forêt et montagne. Il est 19 heures, la nuit tombe sur Puget-Théniers. Lorsqu'Agnès Papone débarque dans sa camionnette floquée aux couleurs de la ferme, le résumé de sa journée donne un avant-goût de ses multiples engagements. « Aujourd'hui, j'ai fait un signalement ; quelqu'un en proie à une crise d'angoisse m'a appelée. »

Ancienne chercheuse en santé publique, cette Franco-Américaine installée à Johannesburg (Afrique du Sud) change de vie en 2008 lorsqu'elle rentre en France avec son mari. Autodidactes, ils deviennent producteurs d'œufs et de légumes bio sur les hauteurs du village. Dix ans plus tard, un moment difficile vient les chambouler. Après une croissance fulgurante et face à la demande importante en œufs, ils installent un deuxième poulailler. La charge de travail et de stress est telle que Renaud fait un burn-out début 2019. « Il était incapable de travailler. On a alors décidé d'arrêter la vente de paniers de légumes, de réduire et simplifier notre production. C'est à ce moment-là que nous avons vraiment pris conscience du sujet de la santé mentale. »

Peu après, le suicide d'un entrepreneur en espaces verts l'a fait beaucoup réfléchir ; entre-temps, elle s'est engagée à temps partiel auprès de la communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) afin d'aider à coordonner les parcours de soin. S'intéressant de plus en plus au sujet du mal-être, Agnès participe en mars 2024 à une formation Sentinelles organisée par la MSA.

« Et puis en juin, un jeune qui avait travaillé dans notre ferme se suicide. Il avait 32 ans.

En rupture sociale, familiale et économique, il n'a été retrouvé avec son chat et son chien que plusieurs jours plus tard. Personne n'a alerté alors qu'on était habitué à le voir promener son chien. Ça m'a beaucoup choquée. Je me suis demandé à quel point est-on déconnecté les uns des autres, même dans un village ? Je ne pouvais pas attendre le prochain passage à l'acte pour faire quelque chose. J'en ai tout de suite parlé avec la MSA. »

Huit suicides en dix ans

Avec la secrétaire de mairie, elles décident alors de remonter l'historique de la commune et du territoire et se rendent compte du nombre significatif de situations similaires : huit suicides en dix ans. « Après avoir échangé avec Agnès, j'ai constaté que nous avons eu deux alertes pour des crises suicidaires rien qu'en 2024, note Sarah Benayoun, responsable du programme de prévention du mal-être à la MSA Provence Azur. C'est beaucoup. Dans un département, nous avons environ 15 alertes par an en moyenne. »

Face à ces situations, Agnès et les deux secrétaires de mairie, qui enregistrent les certificats de décès, se sentent démunies. « Il n'y avait pas d'espace de dialogue, continue la responsable. Il fallait faire quelque chose. Je me posais déjà la question de l'intérêt d'adapter la méthodologie des Sentinelles, construite à l'échelle d'une caisse de MSA, à une approche plus infra-départementale, territoriale. L'idée était de déployer une démarche innovante et volontariste pour en faire profiter tout le bassin de vie, où des fragilités sont connues. » Malgré la désertification médicale, la paupérisation, l'éloignement géographique, le coût élevé de la vie ou encore l'isolement social, le tissu associatif est développé et des démarches sont engagées, notamment via la CPTS, qui peut s'appuyer sur des dispositifs de soins existants comme le centre de santé, ouvert en 2022. « Le terrain était favorable pour lancer cette démarche expérimentale. »

Très vite, le projet prend forme, grâce notamment à un financement via l'appel à projets du programme de prévention du mal-être de la CCMSA en partenariat avec Agrica. En janvier 2025, l'expérimentation est officiellement lancée en présence du maire de Puget-Théniers et des principaux partenaires : la CPTS H3VE,



LA QUESTION



les comités départementaux d'éducation pour la santé (Codes) des Alpes-Maritimes et du Var, la délégation départementale de l'agence régionale de santé (ARS), le conseil départemental, qui gère le centre de santé de la ville, ainsi que des élus MSA. Nom de code : « Village Sentinelles ». D'une durée de un an, elle vise trois objectifs : améliorer les compétences des professionnels et des populations sur le repérage et la prise en charge des personnes en situation de mal-être et de crise suicidaire, développer un réseau de partenaires sur la question de la santé mentale et favoriser la pérennisation d'actions de prévention sur le bassin de vie. Le travail de sensibilisation, notamment à travers la tenue d'une représentation théâtrale suivie d'un débat, démarre.

Lever les tabous

« Lorsque nous avons réalisé la dimension du problème, nous avons mis en place des formations de premiers secours en santé mentale (PSSM), financées par l'ARS, à destination de nos professionnels de santé, explique Rodolphe Bizet, président de la CPTS. Au même moment, la MSA est arrivée avec ce projet, auquel nous nous sommes tout de suite associés. Ce qui a rendu les formations très riches a été de les ouvrir à un ensemble de professionnels très hétéroclite. Ça permet de lever des tabous, les paroles se libèrent. » Salariés municipaux, professionnels de santé, retraités et commerçants du village, délégués MSA, agriculteurs mais aussi pompiers et gendarmes... tout le monde est concerné. « C'était notre volonté, note Sarah Benayoun. Ce projet a vocation à toucher plus largement le champ de la ruralité et à être transposable à d'autres territoires. »

Parmi les participants, Noëlle Wetley, secrétaire médicale au centre de santé. Fin 2023, elle suit une formation PSSM proposée par le département. C'est le déclic. « Au départ, je ne me sentais pas forcément légitime. À peine trois jours plus tard, j'étais confrontée à l'appel d'un homme menaçant de mettre fin à ses jours. J'ai mis en pratique ce que j'avais appris et réussi à le faire venir au centre. Il a été hospitalisé et pris



Noëlle, secrétaire médicale, et Agnès, collaboratrice d'exploitation, œuvrent pour la santé mentale des habitants de Puget-Théniers. Comme elles, près de 9 000 Sentinelles sont formées par la MSA dans toute la France (voir page 14).



Noëlle Wetley est référente en santé mentale au sein du centre de santé de la commune. Elle écoute et oriente les patients qui en ont besoin.

en charge ; plus tard, il est revenu nous voir et nous a remerciés. Puis Agnès nous a parlé de la formation Sentinelles de la MSA. Je me suis tout de suite inscrite. »

Peu de temps après, le médecin la sollicite pour parler avec un agriculteur en difficulté. « Il n'arrivait pas à lâcher prise et avait besoin de répit. Beaucoup de patients n'osent pas se confier aux médecins. Je lui ai expliqué toutes les aides dont il pouvait bénéficier et je lui ai demandé son autorisation pour le mettre en contact avec la MSA. Il a accepté car il voulait vraiment se faire aider. À ce moment-là, je me suis sentie vraiment à ma place. Je suis née pour aider les gens. Si je peux apporter une petite lumière, même à une seule personne, ma journée est comblée. Je me sers de tout ce qu'on m'a appris quasiment tous les jours. » Elle est ainsi devenue la référente en santé mentale du centre.

Agnès Papone n'est pas en reste. Depuis sa formation, elle a effectué

quatre signalements. « Il faut trouver les bons mots, savoir comment aborder le sujet, sans jugement ni trop d'empathie. Mais à chaque fois que j'ai proposé de les mettre en contact avec le dispositif, ils ont tous accepté. » La MSA aura formé une trentaine de Sentinelles au cours de l'année, et sensibilisé la population lors de foires agricoles ou de cafés des parents. Un combat de tous les instants qui nécessite une vigilance permanente. Une leçon qu'Agnès a bien retenue. Après la rechute de Renaud en mai dernier, elle sait à quel point l'aide des autres est indispensable. « Cette formation est une première approche essentielle. Elle outille pour savoir vers qui se tourner, comment alerter. Face aux manques de notre système de soin, je pense qu'il faudrait former le pays entier. Si on a l'écoute qu'il faut au moment où il faut, on peut sauver des vies. »

Marie Molinaro



Les métiers de l'agriculture sont des métiers passion. Souvent dévorants, ils peuvent avoir un impact fort sur la vie de famille.

Podcasts

Défi d'agri, DÉFI D'UNE VIE

La série de podcasts *Défi d'agri, défi d'une vie* vise à réduire l'isolement des professionnels confrontés à des situations complexes et montrer que des solutions existent. Aux six jeunes agriculteurs et agricultrices qui racontent leur parcours et les obstacles qu'ils ont rencontrés, des médecins, des conseillers agricoles et des Sentinelles MSA apportent des réponses concrètes pour contribuer à la prévention santé.

Défi d'agri, défi d'une vie donne la parole à celles et ceux qui ont choisi un métier passionnant mais parfois écrasant. Porté par la MSA Provence Azur, en partenariat avec les MSA Ardèche Drôme Loire, Ain-Rhône, les Jeunes agriculteurs des Bouches-du-Rhône et de la Drôme, ainsi que la chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône, ce podcast propose, depuis septembre, une saga de six épisodes disponibles sur trois plateformes de streaming (Saooti, Deezer et Spotify).

Sous la forme d'un reportage, mené par le journaliste Bruno Lorenzi, chaque épisode présente le quotidien, les joies et les problématiques de jeunes qui ont fait le choix de devenir agriculteurs, salariés agricoles, éleveurs ou exploitants. À travers leurs témoignages, on découvre que ces métiers s'accompagnent souvent d'une charge mentale, d'un isolement ou d'une forte pression quotidienne. Le risque de s'oublier est alors bien réel et la passion peut se transformer en fardeau

difficilement surmontable lorsqu'on ne réussit plus à faire face à l'immensité de la tâche et que l'on se retrouve dépassé. Jeunes agriculteurs ou nouveaux installés, exploitants ou salariés, ils partagent sans filtre leur expérience et nous permettent d'explorer la réalité de leur quotidien. À travers leurs témoignages, ils abordent les questions que beaucoup se posent sans toujours oser en parler : comment prendre du temps pour soi, avec sa famille ? Comment repérer les signes de mal-être ?

Passion et sacrifices

Qu'ils soient éleveurs de poulets bio comme Noémie, de brebis comme Manon, d'ovins comme Laurent, maraîcher comme Wilson, viticulteurs comme Pierre et André ou salarié sur l'exploitation familiale comme Thierry, tous expriment leur passion pour leur métier sans jamais éluder ni les contraintes, ni les sacrifices. « Je ne sépare pas la vie professionnelle et

la vie personnelle. Clairement, ma ferme c'est la maison. J'ai vraiment du mal à cloisonner les deux », confie ainsi Noémie. Pour Wilson, qui travaille seul, même en état d'épuisement professionnel, il est hors de question de s'arrêter : « Je n'ai personne pour me remplacer. Même en arrêt maladie, j'étais obligé de venir tout le temps. »

Chez Manon, l'un des fardeaux est l'administratif : « C'est une charge considérable. Le soir, on est crevé, on s'y met parce qu'on y est obligé, on peut faire des erreurs à cause de la fatigue. » Avec Laurent, ce sont les conséquences d'un accident sur sa vie professionnelle qui sont abordées, tandis que pour Pierre et André, c'est la transmission qui est au cœur de l'échange. Six épisodes construits comme autant de dialogues entre ces jeunes agriculteurs et les experts (médecins, travailleurs sociaux, conseillers agricoles MSA, Sentinelles) qui les accompagnent ou les ont accompagnés. Ils éclairent sur les enjeux de la santé mentale et les solutions disponibles pour apprendre à ne pas perdre de vue l'essentiel : la vie.

Frédéric Fromentin

Témoignages à retrouver sur :

Deezer



Saooti



Spotify





Séjour répit



Cinq jours dans les Vosges POUR SOUFFLER

La MSA d'Alsace organise des « séjours off » pour les agriculteurs et salariés agricoles en détresse. Accueillis pendant une semaine dans un gîte perdu en pleine nature près de Gérardmer, dans les Vosges, huit adhérents ont pu se ressourcer et prendre soin d'eux. Reportage.

Jeudi 16 octobre, 8 heures du matin. Le gîte s'éveille doucement. Perché à 700 m d'altitude, face aux montagnes vosgiennes, la vue est magnifique. Aucun bruit ne vient perturber la quiétude de l'endroit... L'odeur rassurante du café nous accueille. Bienvenue au « séjour off », organisé par la MSA d'Alsace.

Accueillis pendant une semaine dans un gîte isolé près de Gérardmer, des agriculteurs et salariés agricoles viennent y faire une pause pour éviter de craquer. Pour la cinquième fois, Nathalie Vaudeville, responsable de l'action sanitaire et sociale de la MSA d'Alsace, créatrice et coordinatrice du projet, et deux travailleurs sociaux partagent ce lieu avec huit hommes et

femmes de 24 à 60 ans. Deuil, maladie, épuisement, handicap... tous traversent une période difficile « *qui peut parfois être associée à un fort risque de suicide* », explique Nathalie.

Lancé en 2023, le dispositif a déjà accueilli 41 personnes en grande souffrance psychologique ou physique. Ce sont souvent les travailleurs sociaux qui repèrent les situations les plus urgentes et qui leur proposent ce séjour. Pour les exploitants, un service de remplacement permet de lâcher la ferme le temps de cette parenthèse : un premier pas souvent immense pour ceux qui n'ont parfois jamais pris de vacances. Cinq jours qui permettent de souffler, se reconnecter à soi et prendre le temps de se reconstruire.

Dans la cuisine, Nadia, 58 ans, un petit bout de femme discrète, prépare le petit-déjeuner. Elle parle peu mais observe et analyse tout. « *Vous voyez, ici, c'est comme une famille recomposée et Nathalie, c'est la matriarche !* » Cette mère de quatre enfants et grand-mère de deux petits-enfants a perdu son mari il y a deux ans. En incapacité de travailler depuis peu, cette ancienne agente d'entretien à la chambre d'agriculture n'a pourtant pas eu le temps de faire son deuil. Pour elle, les séjours répit, dont elle a déjà bénéficié, sont une coupure, un retour au calme. « *Sans eux, je ne serais plus de ce monde* », souffle-t-elle.

Premières vacances

Attablé, Stéphane, exubérant, est absorbé par une vidéo sur son téléphone. Il parle et rit avec ardeur. « *Il vit avec ses parents, il n'a pas l'habitude de voir autant de monde, constate Nadia avec affection. Il a évolué. Au début, je lui faisais son petit-déjeuner, ce matin, il m'a aidée à tout préparer.* » À 50 ans, Stéphane, qui gère une ferme avec ses parents, n'avait encore jamais quitté son exploitation.

Laurent, 43 ans, qui a tenu à venir malgré une lourde opération



1 Pour les travailleurs sociaux impliqués dans le projet, ces moments constituent un véritable stimulant, tant sur le plan de l'énergie que de la reconnaissance. « Ils redonnent du sens à notre travail », souligne Nathalie Vaudeville.

2 Les « séjours off » créent du lien et des échanges précieux pour les participants venus faire une pause dans leur quotidien et leurs difficultés.

chirurgicale une semaine auparavant, acquiesce : « Les parents ne seront pas toujours là, c'est bien d'apprendre à être autonome. » C'est ça aussi les « séjours off » : réapprendre à être indépendant et à vivre en collectivité. Au sein du gîte, le fonctionnement peut effectivement faire penser à une micro-société, presque une famille. Un exercice pas évident mais réussi avec brio grâce à l'équipe sociale présente et bienveillante.

Des activités pour se reconstruire

« Tu as pris tes médicaments ? », lance Nathalie sans transition à Lucio, grand gaillard de 53 ans à la barbe fournie et à la queue de cheval. « Oui madame ! », lui répond cet ancien dépanneur de machines agricoles qui a perdu son épouse il y a trois ans. Touché par une dépression, il est suivi à l'hôpital de jour. « Après plusieurs jours, on n'a souvent plus besoin de leur dire de les prendre. Ça devient un automatisme. On leur réapprend aussi à se nourrir correctement », explique Nathalie.

Le soleil a réchauffé la terrasse. Après le petit-déjeuner, la journée s'organise entre temps collectifs et moments de liberté. Mardi, c'était

psychoboxe : une activité qui a permis aux adhérents de prendre conscience de leur fonctionnement dans la vie de tous les jours. Un éducateur anime une séance de boxe pas comme les autres, avec des coups atténués. Une expérience de mise en mouvement corporel qui a pour but de comprendre son rapport à la violence. « C'est un moment fort, explique Nathalie. Certains se rendent compte qu'ils ne vont pas du tout se protéger, d'autres qu'ils sont dans la confrontation... ça en dit beaucoup sur une personne ! » Les autres jours, c'était une balade autour du lac de Longemer, la visite d'une confiserie ou encore de la luge d'été... Une activité que Jean-Yves, ancien ouvrier agricole de 57 ans dans le domaine viticole, a particulièrement appréciée !

Ce matin, c'est repos ! Jacuzzi, piscine, sauna... les participants profitent des équipements du gîte pour se détendre. L'après-midi sera consacrée à la visite d'une boutique de bijoux et de pierres précieuses.

« On a des temps communs mais on leur laisse aussi des plages libres pour que chacun et chacune se reposent comme ils en ont besoin », détaille Nathalie. Thomas par exemple, jeune agriculteur de 24 ans venu avec sa compagne après deux années à travailler non-stop, revient de sa course à pied. Aux alentours, les paysages sauvages et les nombreux chemins à parcourir ne manquent pas.

Pour Laurent, double actif agricole qui a notamment travaillé dans une coopérative de tabac, le séjour est effectivement reposant. « Le cadre est magnifique ! C'est impossible que quelqu'un ne soit pas heureux ici ! »

Après un tour dans la piscine, Michel rejoint la table et commence

à raconter son rêve de la veille : il a gagné au loto et a acheté une machine agricole qui a éveillé les soupçons chez ses voisins. Aurait-il gagné une grosse somme d'argent ? Le groupe est hilare, l'ambiance se réchauffe d'autant plus.

Cette cohésion n'est pas tout à fait le fruit du hasard. « On fait en sorte d'avoir une bonne dynamique de groupe, note Nathalie. On les compose pour un tiers d'anciens participants, et pour le reste, de nouveaux. » Le but : rassurer des personnes en proie à l'anxiété, qui n'ont parfois jamais quitté leur ferme ou pris de vacances. Pour la plupart, ils n'en prendraient d'ailleurs pas s'il n'y avait pas ces séjours. « Partir seul ? Pour quoi faire ? », s'interroge Michel, exploitant agricole.

L'effet de groupe agit comme un catalyseur. Aucun jugement, juste de la bienveillance face à des situations de vie similaires qui libère la parole entre les participants et pousse chacun à aller de l'avant. Malgré le climat chaleureux, on décèle chez certains une très grande fragilité. Mais ici, personne n'est seul face à sa douleur.

Apprendre à lâcher prise

Il n'est pas encore 10 heures que chacun a déjà contacté son exploitation pour prendre des nouvelles. Pour ces agriculteurs qui ont l'habitude de tout contrôler dans leur ferme, c'est un exercice difficile.

« C'est la première fois que je prends des vacances », confie Stéphane qui prend enfin du temps pour lui. Mais n'ose pas encore totalement lâcher prise... « J'ai laissé mon neveu gérer la ferme. Il est jeune alors je garde un œil sur la gestion à distance. »

Nathalie veille au grain. « On leur dit d'essayer de lâcher prise. Le but c'est aussi de faire confiance aux personnes qui les remplacent. »

À la fin du séjour, chacun reprendra sa vie. Mais avec la force des moments partagés et l'espoir de croire à nouveau en demain...

Coline Lucas

Mal-être agricole

2021-2025 : LES 5 ANS DU PROGRAMME DE PRÉVENTION DE LA MSA EN CHIFFRES

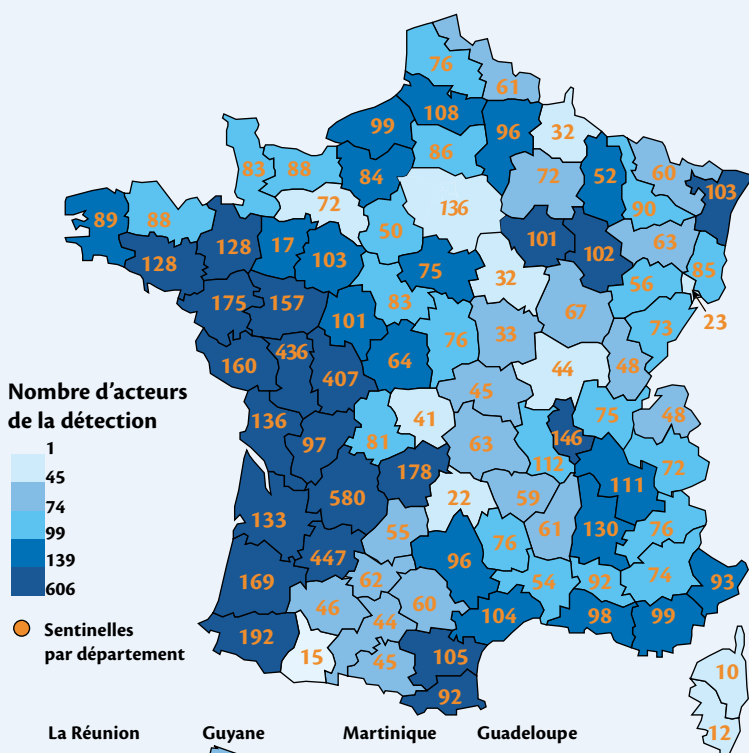
8 900

Sentinelles formées à la détection du mal-être sur tout le territoire.



1 540

personnes sensibilisées à la prévention du mal-être agricole au 1^{er} semestre 2025.



La Réunion



Guyane



Martinique



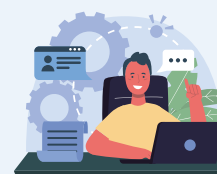
Guadeloupe



+ de **13 500**

signalements traités entre 2023 et le 1^{er} semestre 2025.

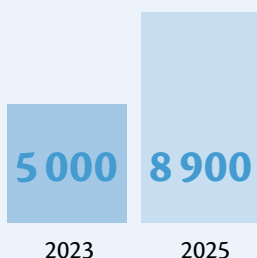
+ **31%** entre 2023 et 2024.



400

bénéficiaires

en 4 mois pour un nouveau dispositif mis en place en 2024 : **l'aide au répit administratif**.



+ 75 %

de Sentinelles de décembre 2023 à fin juin 2025.



6 326

adhérents

ont bénéficié d'une aide au répit en 2024.



Plus d'infos sur :
msa.fr/lfp/sante-mentale



10 conventions

signées avec des partenaires de terrain.

300 personnes formées
aux premiers secours en santé
mentale en 2025.



AGRI'ÉCOUTE

SERVICE D'ÉCOUTE 24H/24 ET 7J/7
DÉDIÉ AU MONDE AGRICOLE ET RURAL

09 69 39 29 19*
agrieécoute.fr

*prix d'un appel local

14 463 appels

qualifiés⁽¹⁾ entre 2021 et le 30 juin
2025 (3 454 en 2024).

+ 16 % par an depuis 2021.

96 % de décrochés depuis 2021.

(1) ensemble des appels, après déduction des appels erronés.

GéoMSA

CARTOGRAPHIER LE MAL-ÊTRE

GéoMSA est l'outil de cartographie dynamique
des données statistiques de la MSA.

Il permet de mieux appréhender et comprendre
les dynamiques de territoires.

L'aide à la réalisation d'un diagnostic territorial
sur la thématique du mal-être agricole est l'une
de ses applications plébiscitées par les utilisateurs.



Plus d'infos sur :
geomsa.msa.fr

GéoMSA est un outil précieux lorsque l'on souhaite effectuer un état des lieux des besoins et des dispositifs en matière de mal-être agricole. C'est d'ailleurs dans ce cadre que Maud Morata, responsable du programme de la prévention du mal-être en agriculture de la MSA Bourgogne, l'a utilisé. « C'était à la fin de l'année 2022, lorsque nous avons constitué les différents comités techniques. Au sein de mon premier groupe de travail, nous nous sommes mis d'accord sur les données les plus pertinentes à extraire afin de se rendre compte et de cartographier les besoins des territoires. »

Pour ce faire, elle dispose de 116 indicateurs répartis autour de six sous-thématiques : démographie, socio-économie, santé, offre sanitaire, emploi et typologie. Et d'un maillage géographique à l'échelle de la commune, du bassin et du territoire de vie, de la zone d'emploi, de l'échelon local, des établissements publics de coopération intercommunale, du département, de la caisse de MSA et de la région.

Part de la population couverte par une aide au logement, par le RSA ou la prime d'activité versés par la MSA, taux de mortalité par suicide dans la population totale..., les indicateurs ainsi cartographiés permettent aux différents partenaires du comité de mieux visualiser les besoins locaux.

« Cela nous a permis d'objectiver des ressentis que les acteurs ont sur

le territoire. Dans le Charolais, par exemple, nous pensions avoir beaucoup de bénéficiaires de la prime d'activité. Ce n'est pas le cas, ce qui peut laisser penser que l'on a un problème d'accès au droit dans ce secteur. Cela permet d'investiguer et de faire des hypothèses. »

Diagnostic local partagé

Grâce à cette représentation du territoire, le comité technique composé de tous les acteurs travaillant autour de la prévention du mal-être a pu, dans un premier temps, établir un diagnostic local partagé recensant les axes d'amélioration, les offres et les services. Ce qui lui a permis ensuite de mettre en place un premier plan d'actions départemental.

GéoMSA trouve également son utilité lorsqu'il s'agit de découper la zone pour affecter un secteur aux travailleurs sociaux. « Quand j'étais responsable des travailleurs sociaux de la Côte-d'Or et de la Saône-et-Loire j'utilisais GéoMSA afin d'identifier les populations à risque auprès desquelles intervenir, explique Maud Morata. Comme je peux y charger des données, je m'en sers également pour cartographier les Sentinelles du secteur. Cela permet de visualiser leur répartition et de déterminer les zones où des actions de formation sont nécessaires. »

Frédéric Fromentin



© Ministère de l'Agriculture

Olivier Damaisin

« REMETTRE L'HUMAIN AU CENTRE »

Nommé en mars 2023 coordinateur interministériel du plan de prévention du mal-être en agriculture, l'ancien député du Lot-et-Garonne Olivier Damaisin fait le point sur les premières avancées. Une démarche collective et pérenne qui place l'humain au cœur des préoccupations.

Vous avez succédé à Daniel Lenoir en mars 2023, et votre mission est reconduite jusqu'à mars 2027. Quel premier bilan faites-vous aujourd'hui ?

Olivier Damaisin : Après trois ans, dont le temps de transition avec Daniel Lenoir qui m'a permis de voir toute la mise en place de la feuille de route, le maillage territorial des coordinateurs, via les comités départementaux, fonctionne bien. Ceux-ci sont gérés par les services de la direction départementale des Territoires, par la MSA et par les chambres d'agriculture. À côté de cette organisation technique, on retrouve le réseau des Sentinelles formées à la détection du mal-être par la MSA, les cellules Réagir portées par les chambres ainsi que les associations telles que Solidarité paysans ou Allo Agri. Cela permet un écosystème global où chaque agriculteur trouve chaussure à son pied. C'est fondamental car le but est de n'oublier personne.

Concernant les Sentinelles, l'objectif de 5 000 est largement dépassé puisqu'elles sont désormais près de 9 000, et leur

nombre continue d'augmenter pour couvrir les dernières zones fragiles. Nous entrons maintenant dans une phase d'animation et de soutien à ce réseau. Je suis également en contact avec Cuma France, qui souhaite s'investir sur ce sujet. Toutes les personnes en lien avec les exploitations sont bienvenues car le plus difficile reste d'identifier les situations invisibles.

Parmi les nouveautés, il faut noter la création du répertoire administratif par la MSA. J'ai vu des gens complètement dépassés par cela, c'est un véritable soulagement pour eux. Les agriculteurs souffrent beaucoup de la surtransposition des normes en droit français, c'est une part importante de leurs difficultés. Malheureusement, il y a toujours des suicides et beaucoup de situations de mal-être, mais ces dernières sont mieux détectées et accompagnées. On le constate dans les chiffres de la MSA [voir p.14].

Quelle est votre mode d'action pour mener à bien votre rôle ?

De nombreuses associations et dispositifs gravitent autour des agriculteurs. La MSA, comme d'autres, n'avait pas attendu pour s'emparer du sujet, mais chacun œuvrait un peu de son côté. Le but majeur du plan est de coordonner et harmoniser les actions.

Tous les acteurs sont désormais impliqués dans les comités nationaux ou départementaux. Mon rôle consiste à faciliter le travail du réseau et apaiser les situations tendues. C'est pour cela que je me suis rendu dans le Jura à la suite de la détection de la dermatose nodulaire contagieuse bovine (DNCB). Même si je ne suis pas indispensable, je peux jouer le rôle de facilitateur et porter la voix de chacun de manière neutre. Nous avons d'ailleurs été cités dans la Grande cause nationale pour ce travail collectif en faveur de la santé mentale, ainsi que lors de rencontres européennes. Mais nous n'avons rien inventé, il s'agit de remettre du bon sens et de recréer du lien humain.

L'une des grandes orientations du plan est justement de remettre l'humain au cœur du dispositif ?

Nous en vivons le parfait exemple avec la crise de la DNBC. Jusqu'à présent, le côté sanitaire et financier était priorisé, pour vacciner les troupeaux et indemniser les éleveurs. Mais l'humain n'était pas assez pris en compte.

Après en avoir discuté avec Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, nous avons changé le mode opératoire afin d'inclure dès le départ tous les partenaires qui peuvent accompagner les personnes touchées. Le soutien humain et psychologique intervient désormais dès les premières heures.

Quand la DNBC a été détectée en Savoie fin juin, j'étais sur place avec le président et le directeur général de la MSA et les associations locales afin de rencontrer les exploitants et leur présenter tout ce qu'il est possible de faire pour les aider ; la plupart ne comprenaient pas vraiment car ce qui compte pour eux, c'est leur troupeau, mais je leur répondais que moi mon problème, c'est eux ; si demain ils ne sont plus là, il n'y a plus de troupeau. Petit à petit, on réussit à faire évoluer la réflexion. Cela va dans les deux sens, car derrière les services de l'État et les organismes, il y a des femmes et

des hommes qui sont là pour aider. Nous pouvons agir de la même manière pour les crises climatiques, qui se superposent aux crises sanitaires. Sécheresses et inondations laissent des traces psychologiques importantes. La priorité reste l'humain, et de prévenir en amont, par exemple en aidant à transformer ou arrêter leur activité si nécessaire.

Que retenez-vous de ce que vous avez pu observer sur le terrain ?

Je repense à certaines personnes que j'ai pu aider, notamment celles qui avaient fait appel au Président ou au gouvernement. Ces cas me reviennent directement, et parfois il suffit d'un rien pour redonner un souffle. Au-delà des problèmes économiques, beaucoup d'autres facteurs sont concernés, en particulier l'isolement. Rien que parler et écouter peut permettre de sortir de cette solitude. C'est pour cela que j'essaie d'impliquer des personnes qui sont passées par là et qui peuvent partager leur expérience, car le témoignage d'un pair est très puissant. Parmi les structures locales avec lesquelles j'ai souhaité travailler figurent les France services, qui peuvent aider à relayer l'information et à rompre l'isolement. C'est important, car la proximité facilite l'accès aux droits comme le répit. Beaucoup d'agriculteurs ne veulent rien devoir à personne, ou ont un peu honte. Je compare cela à la pharmacie : pour payer vos médicaments, vous donnez votre carte vitale ; là c'est pareil, vous y avez droit. Certains travaillent 60 à 70 heures par semaine sans jamais prendre de congé ; il faut leur permettre de se reposer.

Quels autres axes vous semblent importants à développer ?

Nous voulons accentuer l'accompagnement des familles, conjoint(e), enfants et parents. C'est tout particulièrement vrai pour le sujet de la prédation, qui entraîne une profonde détresse et les familles touchées volent souvent en éclat.

Il y a aussi le sujet des travailleurs saisonniers, qu'il ne faut pas oublier. Des drames sont survenus lors des vendanges en 2023, et des mesures ont été mises en place, notamment pour vérifier les conditions d'accueil.

Parmi les autres axes, je réfléchis également avec mon adjointe Anne-Marie Soubielle, à la prévention des accidents. Trop d'agriculteurs sont victimes d'accidents liés à la fatigue et au matériel mal entretenu.

Malgré l'incertitude, percevez-vous des signaux d'espoir pour les futures générations ?

Dans les salons agricoles, je vois beaucoup de jeunes motivés pour s'installer ou reprendre la ferme familiale. Il faut les accompagner au mieux. La jeunesse apporte un souffle d'optimisme et de nouvelles pratiques durables.

Il faudrait également simplifier et harmoniser les normes européennes pour limiter le sentiment d'injustice. Quand les agriculteurs voient des produits importés cultivés avec des substances interdites ici, cela engendre un vrai mal-être. L'avenir du monde agricole dépendra de notre capacité à leur donner confiance et perspectives.

Propos recueillis par **Marie Molinaro**

Dominic Kastler

« Derrière chaque exploitation, il y a un être humain »

Responsable du programme de prévention du mal-être à la MSA Dordogne, Lot et Garonne, Dominic Kastler met depuis trois ans son expérience d'éducateur et ses connaissances sur la prévention du suicide au service des populations du monde agricole.

Le fil rouge de sa vie professionnelle, c'est la santé mentale et la lutte contre l'isolement. Éducateur spécialisé, Dominic Kastler s'est formé pour en apprendre davantage sur la prévention du suicide. « J'ai souvent été confronté à cette réalité dans mon métier et j'ai voulu comprendre, agir autrement. » Il y a dix ans, il devient même formateur régional, avant d'intégrer la MSA Dordogne, Lot et Garonne pour coordonner le dispositif de prévention du mal-être agricole.

« Pour moi, c'est une question de santé mentale avant tout, un enjeu de santé publique avec comme point central l'isolement, au sens large : à la fois social, médical, affectif et culturel. Derrière chaque exploitation, il y a un être humain. Quand je suis confronté à une situation, je vois d'abord l'humain en souffrance avant de regarder l'aspect agricole et économique. » Et pour aider cet être en détresse, il compte sur tous les acteurs qui œuvrent sur le territoire, et notamment sur un réseau de formateurs déjà bien développé. « La solution, se trouve souvent dans le collectif. Mon but est de tisser des liens. » Sa mission au sein de la MSA, comme celle de ses 38 homologues : animer le programme de prévention et les actions de sensibilisation, déployer le réseau des Sentinelles agricoles et suivre les situations difficiles avec l'équipe des travailleurs sociaux, en lien avec les différents services et partenaires.

Espace d'écoute entre pairs

Un maillage qui fait ses preuves. Avec plus de 1 000 Sentinelles, la caisse détient le plus grand nombre de personnes formées. « Le repérage reste le défi majeur. Peu importe le dispositif d'aide, si on ne détecte pas la personne en situation de mal-être on ne peut rien faire. »

En parallèle, de nombreuses actions sont menées au plus près des populations. Action phare de l'année : les déjeuners à la ferme. « L'idée est de réunir un groupe de personnes chez un agriculteur et d'essayer d'impulser l'entraide entre pairs. Permettre cet espace d'écoute et de partage pour réaliser que prendre soin de soi, c'est aussi prendre soin de son entreprise. Et que le mal-être n'est pas une fatalité, on peut s'en sortir. » À travers ces actions, Dominic Kastler espère renforcer la culture de la vigilance et du soutien mutuel dans le monde agricole.



141 propositions d'évolutions juridiques et de procédures internes depuis 2000.

2000 - 2025

Claire Hédon, Défenseure des droits, et Jean-Marie Marx, médiateur de la MSA, lors de la journée des 25 ans de médiation en MSA.

25 ans de médiation EN MSA

Deuxième niveau de recours des adhérents contre les décisions prises par les caisses, le médiateur incarne le lien de confiance qu'a voulu instaurer l'institution entre l'organe dirigeant, la tête de réseau, et les assurés. Retour sur 25 années de médiation en présence de Claire Hédon, Défenseure des droits, invitée à l'occasion de cet anniversaire organisé le 8 octobre au siège de la caisse centrale de la MSA.

La création de la médiation nationale et la nomination du premier médiateur, Louis Goupilleau, à la MSA datent de janvier 2000. L'idée avait germé deux ans plus tôt, sous l'impulsion de Daniel Lenoir et de Jeannette Gros, respectivement directeur général de la CCMSA et présidente de la MSA à l'époque. « La MSA a ouvert la voie en matière de médiation au sein des organismes de sécurité sociale », a rappelé Jean-François Fruttero, l'actuel président de la MSA. « Et elle ne s'est pas arrêtée

là », a ajouté Anne-Laure Torrèsin, l'actuelle directrice générale de la CCMSA : « Certes, nous fêtons ses 25 ans, mais la médiation à la MSA est d'une étonnante modernité. Dans un temps où les citoyens demandent de la flexibilité, de l'accessibilité, d'avoir des informations, des explications, à comprendre le monde qui les entoure et les décisions qui s'imposent à eux, je pense que la médiation est une réponse vraiment moderne à ces attentes. »

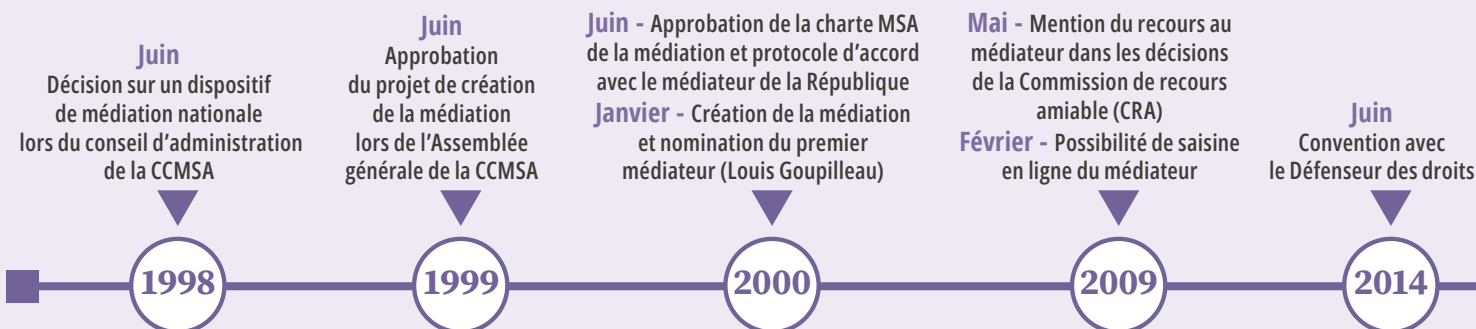
Cette modernité tient notamment à une double particularité. En effet,

à la différence du médiateur du régime général, celui de la MSA n'est pas lié hiérarchiquement à une caisse et intervient seulement après la commission de recours amiable (CRA). « C'est une spécificité de l'institution que de privilégier le traitement en proximité, notamment par des élus siégeant dans les CRA, explique Jean-Marie Marx, l'actuel médiateur de la MSA. C'est comme cela depuis la création de la médiation à la MSA. Ce choix a été confirmé depuis, y compris dans les dispositions législatives issues de la loi pour un État au service d'une société de confiance (Essoc) puisque le code rural et de la pêche maritime indique clairement que le médiateur intervient post CRA. Cela permet de veiller à l'indépendance de la fonction. »

Un facteur d'apaisement

Deuxième niveau de recours des adhérents contre les décisions prises par les caisses, la médiation est essentielle pour faire valoir les droits des personnes, explique Claire Hédon, Défenseure des droits lors de l'anniversaire de la médiation en MSA organisé le 8 octobre dans les locaux de la caisse centrale à Bobigny. « Nous partageons avec vous la conviction que ce mode de règlement des différends permet d'éviter la judiciarisation de certains conflits. Il constitue un facteur d'apaisement entre les personnes mises en cause et celles qui les saisissent, rappelle-t-elle.

De la naissance à la reconnaissance

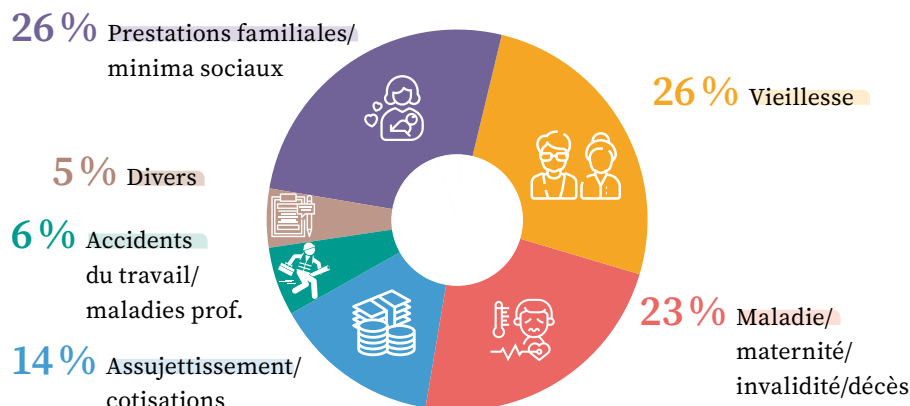


Grâce à ce processus où l'équité a toute sa place, l'institution parvient à faire primer le dialogue sur la confrontation, la confiance sur la défiance. Dans le monde qui est le nôtre, traversé de crises multiples, nous devons utiliser le levier de la médiation chaque fois que c'est possible afin d'éviter les spirales de tension et de violence. On sait que le monde agricole n'est pas épargné, et le but est de contribuer à recréer les conditions de la confiance. » Une confiance qui passe par le respect et la pédagogie. Céline Gastineau, correspondante du médiateur à la MSA de Maine-et-Loire, explique qu'elle étudie attentivement ses réponses : « Elles sont pleines de pédagogie. Pour nous, c'est un modèle de réponse attentionnée vis-à-vis de nos adhérents. »

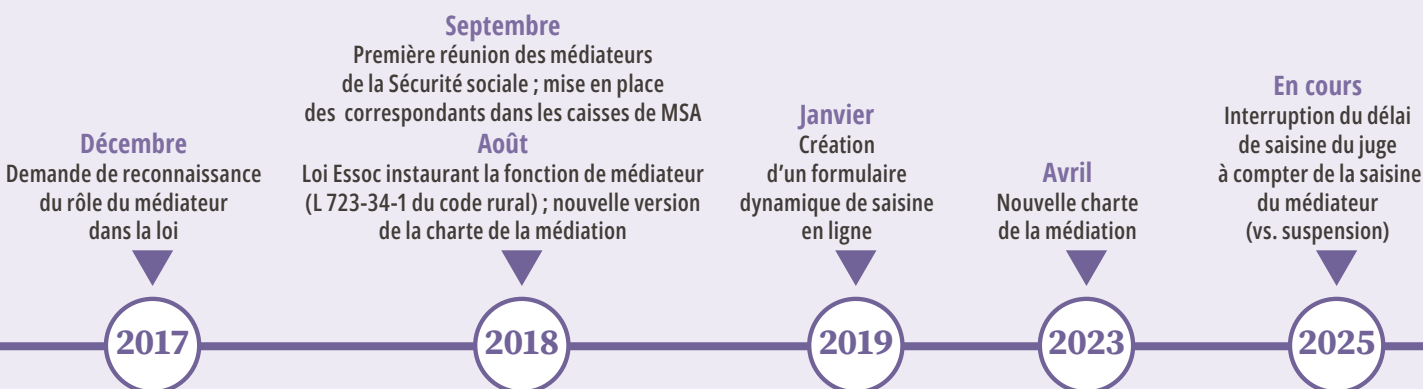
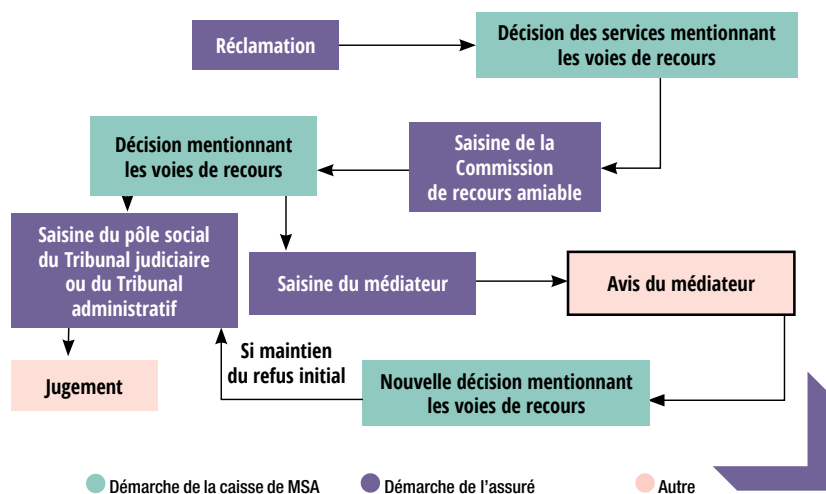
Pour Claire Hédon, le rôle du médiateur n'est pas simplement de résoudre des situations mais d'essayer de montrer ce qu'il faudrait faire pour avoir moins de réclamations. Une mission qu'a largement endossé Jean-Marie Marx selon Anne-Laure Torrèsin : « En interne, c'est un regard exigeant et précieux. Il aide à mettre le doigt sur ce qui peut et doit être amélioré. Certaines questions relèvent de notre fonctionnement et c'est à nous de nous en saisir. D'autres concernent l'évolution de la réglementation et cela nous aide à les porter collectivement pour renforcer la protection sociale, comme avec l'assouplissement du congé paternité pour les exploitants. Depuis un an et demi, nous avons réussi à faire bouger les lignes et à faire évoluer le texte ».

Frédéric Fromentin

16 428 saisines depuis 2000



La chaîne des recours en MSA





1



2



Incendies de l'Aude

La lente RECONSTRUCTION

Le 9 octobre, Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse se remet lentement des incendies dévastateurs qui ont frappé la région cet été. Dans les Corbières, les agriculteurs touchés par les pertes de récoltes et de matériel entament les démarches pour bénéficier de l'aide du fonds d'urgence de 8 millions d'euros octroyée par l'État. Reportage.

Près de trois mois après les incendies qui ont ravagé le massif des Corbières en août dernier, les agriculteurs de Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse, village de 800 habitants, pansent leurs plaies. Depuis septembre, Isabelle Iscla, conseillère installation à la chambre d'agriculture de l'Aude et Aude Broussard, assistante sociale à la MSA Grand Sud, accueillent à la mairie les exploitants sinistrés. Le temps est à la reconstruction.

« La mission des permanences, confie Isabelle Iscla, est de recevoir les agriculteurs au plus près de leur situation et leurs besoins. Actuellement, la priorité est d'enregistrer les demandes de fonds d'urgence, à la suite du dispositif mis en place par le gouvernement. Je les aide à effectuer les démarches en ligne. »

Les rendez-vous sont aussi des bulles d'écoute. Ils représentent une présence humaine recherchée par les agriculteurs à un moment où leur vie est à terre. « Derrière les rencontres, se mettent en place des cellules de soutien, explique Isabelle Iscla. Les gens ont besoin de s'exprimer sur ce qu'ils ont vécu. Ils sont désemparés. »

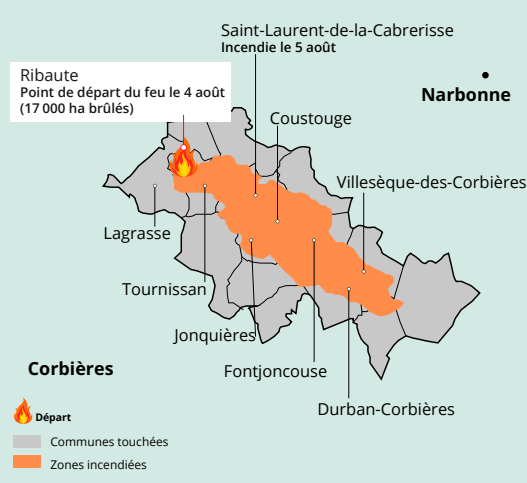
À ses côtés, Aude Broussard, assistante sociale à la MSA, confirme. « Beaucoup cherchent simplement à verbaliser ce qu'ils ont sur le cœur. Avoir une personne qui se déplace et représente la MSA, c'est important. C'est attendu. » L'étape suivante sera de répondre à la détresse. Des actions sont en préparation pour être déployées sur le territoire. L'assistante sociale annonce la création de groupes de parole et rappelle tous les dispositifs activés pour accompagner les victimes : aide au répit administratif, Mon soutien psy...

La présence sur le terrain se décide au coup par coup. « Il n'y a pas d'agenda », indique Isabelle Iscla. Une nouvelle campagne d'aide est lancée, destinée cette fois aux pertes de fonds [voir. encadré]. Les agriculteurs ont jusqu'au 16 novembre pour en faire la demande.

Pour Aude Broussard, enfant du pays, les sujets d'inquiétude sont nombreux. « La viticulture est confrontée depuis quelques années aux aléas climatiques. Sécheresse, grêle, gelée compliquent le métier. Aujourd'hui les professionnels sont encore dans la sidération. Il y aura des prises en charge grâce au fonds d'urgence et des exonérations de cotisations sociales via la MSA. Mais ceux qui ont perdu leurs vignes, même s'ils replantent, en ont pour au moins cinq ans avant de recommencer à récolter. Pendant ce temps, comment vont-ils s'en sortir ? »

À quelques kilomètres de la mairie, en hauteur, les plaies sont encore béantes sur le domaine viticole de Montjoie qui s'étend sur une centaine d'hectares. Cette année, le vigneron Laurent Lignere, 47 ans, ne vendangera pas ses terres. Le feu a dévasté une bonne partie de ses cultures. « Environ 30 % de la surface

Le feu dans le massif des Corbières





3



4

Photos : Fatima Souab/Le Bimsa

1 Le chai de vinification n'est plus que ruine. Son contenu, à savoir le vin, les cuves, le matériel, a été réduit en cendres.

2 « Pour être agriculteur, il faut avoir la foi », affirme Laurent Lignere qui sait qu'il devra arracher une partie de ses vignes et en planter de nouveau l'année prochaine.

3 Dans le hangar de Laurent Lignere, tracteur, benne à vendange à vis... rien n'a été épargné par les flammes.

4 Tom Aguillani (à gauche), maraîcher, dépose son dossier aidé par Isabelle Iscla, conseillère installation à la chambre d'agriculture pendant que Aude Broussard, assistante sociale, répond aux questions de Laurent Lignere.

a été détruite. Le reste n'a pas été récolté à cause du goût de fumée. J'ai laissé les grappes sur les souches pour éviter tout risque supplémentaire. »

Du doigt, il montre les coteaux qui portent encore la trace noire du passage des flammes. « Il y avait des arbres de dix mètres de haut dont le tronc faisait 60 à 80 cm de diamètre. Il ne reste plus que des cadavres. » Le 5 août, vers 16 heures, poussée par le vent violent de la tramontane, une boule de feu a dévalé à toute allure les pentes dévorant tout sur son passage. Même les vignes réputées faire office de pare-feu naturel n'ont pu en ralentir la course. « Elles avaient beau être propres. Il n'y avait pas d'herbe. Je travaillais au cordeau. Le feu a quand même sauté et brûlé la vigne. »

Les bâtiments aussi n'ont pas échappé à la voracité de l'ogre. Les dégâts matériels sont considérables : hangar, tracteurs, benne à vendange, tout y est passé. « On est impacté de manière impressionnante. » Laurent Lignere n'a plus que ses yeux pour constater l'effondrement d'une vie de travail. « Ce que vous voyez là, je l'ai obtenu en transpirant, je n'ai jamais eu peur de faire des heures. »

Hommage aux pompiers

La solidarité met du baume au cœur pendant ce coup du sort. Des voisins lui ont prêté le matériel pour continuer l'activité. Avec d'autres confrères également touchés, Château Les Palais, Cellier des Demoiselles, ils ont uni

leur force et créé une cuvée solidaire baptisée « Ciel rouge », en référence aux flammes de l'été. C'est la bouteille de la résilience. Les ventes vont aider à traverser l'épreuve. Mais « Ciel rouge » se veut aussi un hommage aux soldats du feu qui ont bataillé contre l'incendie du siècle au péril de leur vie. Beaucoup ont été blessés. Pour la vente de chaque bouteille vendue, 1 euro est reversé aux pompiers de l'Aude.

Reste que si les liens réchauffent le cœur, ils ne dissipent pas les angoisses. « Ça, c'est un bourgeon latent, montre-t-il. Dedans, il y a l'ébauche de la récolte de l'année suivante. Il en est ainsi sur toute la vigne. Il y a un souci. Je vais tailler, mais après je ne sais pas ce qui va en sortir. » Est-il étonné par ce bourgeonnement en plein mois d'octobre ? « La vigne fait comme elle peut. Quand on s'écorche, on cicatrise, peu importe la saison. Elle, elle a choisi de repartir à contre-saison. »

Une autre question le taraude. « Sur les 30 hectares touchés, la moitié concerne la souche. La pérennité de la plante a été atteinte. Ces vignes seront à arracher et à replanter, lâche-t-il d'une voix éteinte. Il faut au minimum quatre à cinq ans pour qu'un vignoble atteigne sa pleine production. Le préjudice est énorme. »

À la mairie, Tom Aguillani, maraîcher de 22 ans, crée son dossier pour le fonds d'urgence d'indemnisation. Installé depuis deux ans, le jeune homme produit des fraises, melons, pastèques et pommes de terre nouvelles. Il a subi des dégâts. Sa double activité – il fait de la prestation viticole – lui permet de compenser. « Un de mes champs a brûlé à 50 %. Le reste n'a pas pris

feu mais la chaleur des flammes et les cendres ont tué la végétation qui y poussait. Cela a rendu les fruits impropres à la consommation. » Il aborde avec calme le moment, se sentant bien accompagné par les institutions et confiant en l'avenir. « Certes, c'est très compliqué pour moi mais je n'ai pas perdu des cultures pérennes comme c'est le cas des viticulteurs. Moi je plante et deux mois après je récolte. Ce n'est pas aussi grave que ce qu'ont perdu les vignerons. » Il en sait quelque chose : il est titulaire d'un BTS viticulture-œnologie.

Fatima Souab

Indemnisations en cours

Un premier guichet d'aide a été ouvert le 8 septembre dernier pour soutenir les exploitants ayant subi des pertes de récoltes. Selon le communiqué de la préfecture de l'Aude du 31 octobre dernier, 145 dossiers ont été instruits et 4,4 millions d'euros vont être versés dans les prochains jours à 147 exploitants sinistrés. La viticulture est en tête des dossiers avec 1 100 hectares de production perdue, suivie des prairies et parcours animaux (700 hectares), de la culture d'olives (16 hectares) et des parcelles de plantes aromatiques, de maraîchage et de céréales. S'ajoutent à cela 270 ruches dont les récoltes de miel ont été décimées. Un deuxième guichet, ouvert le 31 octobre, cible cette fois ceux qui ont subi des pertes de fonds (matériel végétal et animaux) et des dommages aux bâtiments d'exploitation et matériels. La campagne d'aide concerne aussi les récoltes vinifiées dont la commercialisation est rendue impossible en raison des goûts de fumée. La date limite de dépôt des demandes est fixée au 16 novembre à minuit.



© Franck Béron/CCMSA Image

François Serpaud

La voix du COLLECTIF

Il y a des voix qui ne passent pas inaperçues. Des voix posées, sincères, qui portent loin. Celle de François Serpaud, premier vice-président de la Caisse centrale de la MSA (CCMSA) depuis le 11 septembre, en fait partie. De la radio libre aux instances mutualistes, le Nordiste n'a jamais cessé de défendre les mêmes valeurs : l'entraide, la proximité et le collectif.

A 17 ans à peine, François Serpaud fonde sa première association, dédiée à la promotion du rock dans le Nord, pour démocratiser l'accès à la musique et aux concerts de métal. Dans le même temps, il anime l'émission *Easy Rider* – clin d'œil au film culte de Dennis Hopper – sur Magdalena, une radio libre de la région. Avec son enregistreur à bandes, il sillonne les routes à la rencontre de Jean-Louis Aubert, Ange ou encore Trust. « *C'était artisanal, mais magique, se souvient ce fan absolu d'AC/DC, un groupe de rock australien formé en 1973. La radio, c'est un média de lien. Écouter, transmettre, être vrai sont des valeurs qui me vont bien.* » Et d'ajouter dans un sourire : « *Mon côté rockeur, je ne l'ai jamais perdu.* »

L'école, en revanche, ne lui réussit pas d'emblée. « *J'ai raté deux fois mon bac* », confie-t-il sans détour. Après un passage dans le transport de fonds et son service national, il décide de reprendre son destin en main. En 1987, il débute sur le terrain, en vendant des assurances en porte-à-porte. Auto-didacte, il repasse son bac en candidat libre en 1990 et décroche un BTS deux ans plus tard.

En 1991, il rejoint Groupama Nord-Est. De commercial à manager, il gravit les échelons sans jamais se couper du terrain. C'est là qu'il découvre le mutualisme : « *Une organisation où la responsabilité est partagée, où la solidarité a un visage. Ça m'a tout de suite parlé.* » En 1996, il devient délégué cantonal à la MSA, puis s'investit pleinement dans la vie syndicale à partir de 2000, avec la volonté de s'engager pour ses collègues et les accompagner dans leur quotidien professionnel. « *On ne peut pas comprendre le monde du travail sans mesurer*

la difficulté de certaines vies, les drames silencieux et le besoin d'être soutenu, quels que soient les métiers exercés. Être utile, c'est être là, concrètement, quand tout vacille. »

Président de son syndicat dès 2009, il devient ensuite administrateur du groupe Agrica, où il œuvre dans l'action sociale, avant de rejoindre la MSA Nord – Pas de Calais, puis la caisse centrale en 2020. Aujourd'hui, premier vice-président, il mesure la portée de sa mission. « *Cette élection me donne bien plus de devoirs que de droits*, explique-t-il. *En recevant ce mandat, j'ai eu une pensée pour ceux qui m'ont précédé : Thierry Manten et Jean-François Belliard, et au travail très important qu'ils ont accompli.* »

L'esprit mutualiste

Marié à une infirmière à domicile, père de quatre enfants et grand-père comblé, le Nordiste de 61 ans applique la même philosophie dans toutes les sphères de sa vie. À la tête d'un établissement catholique d'enseignement, il prône une gouvernance collégiale. Pour lui, cette approche incarne l'esprit mutualiste : chacun à sa place, chacun sa responsabilité, dans un équilibre de respect et de dialogue.

Au cœur de ses priorités, la négociation de la prochaine Convention d'objectifs et de gestion (COG). « *Nous devons disposer des moyens d'agir, de prévenir et d'accompagner. La COG, c'est le contrat qui nous lie à l'État, mais c'est aussi notre levier pour faire vivre nos valeurs sur le terrain.* » Pour ce Ch'timi revendiqué, installé à Lewarde, tout près du plus grand musée de la mine de France, les priorités sont claires : renforcer la prévention, soutenir la santé au travail, et préserver la présence de la MSA dans les territoires ruraux. « *Il faut que chaque famille, chaque exploitant, chaque salarié puisse trouver une écoute, une main tendue, pas un mur administratif.* »

Pour François Serpaud, le régime agricole, c'est avant tout près de 13 000 délégués et un réseau vivant, ancré dans la réalité des campagnes. « *Il n'y a pas une famille pour l'exploitant et une autre pour le salarié*, conclut-il. *J'aime parler de la grande famille agricole. C'est là que notre institution prend tout son sens.* »

Alexandre Roger

On se dit presque tout...

Que sont devenus vos rêves d'enfant ?

Quand j'étais ado, je rêvais d'être marin. Partir loin, découvrir le monde... tout en servant mon pays. J'avais cette envie d'aventure et de liberté. Bien sûr, je n'ai pas pris la mer, mais je crois que mes rêves ont pris une autre forme.

Quels sont vos loisirs ou plaisirs favoris ?

La musique, le sport et les amis : mon trio gagnant ! Abonné au Losc, je suis un vrai passionné de foot – mon fils est d'ailleurs arbitre ! Mais je ne manque jamais une occasion de suivre aussi le basket, surtout quand mes filles sont sur le terrain. Et puis, il y a ces moments simples entre amis : un bon repas, des discussions animées, des projets associatifs comme *Les Copains d'abord*, une association que j'ai créée avec d'autres parents d'élèves.

Une personnalité que vous admirez ?

Sir Winston Churchill, dans son entièreté. C'est un homme de conviction, de courage, avec un sens de l'État exceptionnel. J'aime sa lucidité, son humour britannique, sa capacité à sourire de lui-même. Il avait ce mélange de fermeté et d'humanité, et une plume incroyable – prix Nobel de littérature, quand même !



La MSA vous invite
à répondre à un questionnaire.

construisons + Simple

L'objectif
de cette concertation ?
Simplifier nos services
avec vous et pour vous.

Pour en savoir plus



Rdv sur
construisons-plus-simple-msa.make.org



santé
famille
retraite
services

L'essentiel & plus encore



Octobre rose

LA PRÉVENTION INVITE À L'ÉCOUTE DE SON CORPS

La MSA Picardie a organisé le 7 octobre dernier trois ateliers de prévention au sein de la coopérative agricole Noriap à l'occasion de la campagne Octobre rose, consacrée à la lutte contre le cancer du sein. Le stand de palpation équipé d'un buste féminin et de testicules en silicone, du jeu *Les visages de la prévention* et d'un quiz avec des goodies à gagner ont offert aux salariés une pause déjeuner pas comme les autres.

En matière de prévention, il faut toujours remettre l'ouvrage sur le métier. C'est le credo des experts de la prévention à la MSA Picardie qui, dans le sillage des manifestations d'Octobre rose, a pris son bâton de pèlerin pour aller à la rencontre des entreprises agricoles et rappeler aux salariés les bons réflexes à adopter face aux risques de cancers.

Le 7 octobre, le service de prévention santé de la MSA a pris ses quartiers à Boves dans les locaux du siège social

de la coopérative agricole Noriap afin de mettre la santé au centre des préoccupations des travailleurs. Il a convié les salariés à trois animations pédagogiques. Objectif des séances : informer, prévenir, sensibiliser au dépistage organisé des cancers.

Ces messages sont au cœur de l'atelier de palpation que propose Axelle de Caffarelli, chargée de prévention santé à la MSA. Le buste féminin et les testicules en silicone servent à initier aux gestes d'autopalpation à exercer chez soi. Pour apprendre les techniques de massage et comment repérer les anomalies, les participants sont invités à tester les simulateurs mis à disposition. « Il faut régulièrement palper sa poitrine pour être sûre de ne pas avoir de ganglions, rappelle l'animatrice. Grâce aux tumeurs placées à dessein dans le

buste, on peut voir comment effectuer ce repérage. C'est important d'être attentif à son corps et d'adopter des gestes de surveillance car cela revient à prendre soin de soi. » Cet examen présenté comme un outil de veille sur sa santé n'est pas sans susciter de la gêne chez certains salariés, venus découvrir les animations. Des rires s'entendent pendant quelques secondes mais l'embarras disparaît à mesure que s'égrènent les recommandations. « Ce qui est conseillé, c'est de faire la palpation des seins après les règles, une fois par mois, indique Axelle de Caffarelli. On peut parfois sentir une boule à l'intérieur qui peut être bénigne. Si vous constatez des symptômes comme un écoulement, une rougeur, une rétraction du mamelon ou si vous observez une texture de peau d'orange, alors il faut consulter sans attendre son

Le saviez-vous ?

Le cancer est une maladie qui se développe sur plusieurs mois, voire plusieurs années, à la différence des maladies infectieuses, à la survenue brutale et à l'évolution rapide.



1 À l'aide de simulateurs médicaux pédagogiques (buste féminin et testicules siliconés), Axelle de Caffarelli, chargée de prévention santé, montre les gestes qui favorisent la détection précoce d'éventuelles pathologies.

2 Sébastien Grenadou, responsable informatique à Noriap, s'essaie à la palpation des testicules en silicone en vue de s'initier à l'autosurveillance.

3 Vêtue d'un t-shirt rose estampillé MSA Picardie, Lili Spicher, chargée de prévention santé, ne perd pas de vue ses joueurs. Elle accompagne la partie de devinettes et de moments de sensibilisation.

médecin. Une mammographie, l'examen de référence, permettra de s'assurer que tout va bien. »

Même pédagogie dispensée à propos des organes génitaux masculins. L'examen régulier de chaque glande, au moment de la douche, permet d'être réactif au moindre changement de forme ou à l'apparition de douleur. La vérification chez le médecin viendra dans ce cas aussi dissiper les doutes. « L'auto-examen doit devenir un réflexe. On essaie d'apprendre à chacun l'écoute de son corps. Il s'agit d'être attentif aux signaux que celui-ci peut émettre. C'est important. C'est la plus belle arme de prévention que l'on possède », explique Soizic Cayer, la responsable du service prévention santé à la MSA. L'enjeu derrière, c'est la détection précoce d'une pathologie. Plus celle-ci est décelée suffisamment tôt, plus les chances de guérison sont élevées. On sait qu'il est plus facile de

combattre une difficulté naissante qu'un cancer au stade 4. »

S'adresser aux hommes comme aux femmes dans les ateliers n'est pas un hasard. « C'est une façon de raccrocher les hommes à l'événement d'Octobre rose, justifie Soizic Cayer. On n'oublie pas cette population à cette occasion. On leur rappelle que la prévention les concerne tout autant. » Le message fait mouche. Sébastien Grenadou, responsable informatique à Noriap, ne le cache pas. « L'atelier est très bien conçu. Je vais pouvoir sensibiliser ma femme et l'aider à vérifier quand elle a un doute. Et pour moi aussi, c'était instructif. J'ai appris comment détecter les défauts au niveau des testicules. »

Apprendre en jouant

Pour transmettre ses messages sans moraliser ni ennuyer, la MSA Picardie mise aussi sur l'innovation. L'atelier de Lili Spicher, chargée de prévention santé, en témoigne. Le jeu de société Les visages de la prévention qu'elle propose détourne le célèbre Qui est-ce ? pour évoquer le dépistage organisé des cancers d'une façon ludique. « La prévention doit être créative parce que les gens ne se sentent pas toujours concernés par la maladie. C'est à nous d'aller vers eux », argue-t-elle. Le principe du jeu est simple. Les deux joueurs ou équipes choisissent chacun un personnage secret sans le montrer à son adversaire. « Au lieu de poser des questions sur des traits physiques pour le deviner, les participants questionnent les comportements de santé. Par exemple, Judith, 50 ans,

a une sœur qui a eu un cancer à 38 ans. Ce profil permet d'aborder la question des antécédents familiaux », explique Lili Spicher. Tout en arbitrant la manche, l'animatrice déroule de petits quiz sur les facteurs de risques des cancers ou l'âge recommandé pour le dépistage du cancer du sein. Les sujets sur la santé et les actions de vigilance sont abordés avec l'entrain léger d'une partie de jeu. « On essaie d'amener des outils originaux, divertissants, dévoile Soizic Cayer. On sait que c'est en faisant qu'on apprend. Plus on est acteur de l'outil de prévention, mieux on retient les messages. » Pas de doute, la prévention s'expérimente.

Fatima Souab

Santé des femmes

Cette année la vie mutualiste de la MSA a placé la santé des femmes au cœur de son action commune. « C'est tout naturellement qu'en Picardie nous en avons profité pour participer aux initiatives proposées dans les entreprises par le service prévention santé, explique Clémence Quéré, responsable de la vie mutualiste. Notre objectif est de sensibiliser les femmes au dépistage organisé du cancer du sein et à la prévention de tous les cancers. Les délégués sont intervenus dans les différentes entreprises où les campagnes de sensibilisation ont été menées. » À Noriap, c'est Catherine Vanhersecke, exploitante céréalière et gérante de chambres d'hôte, qui s'est occupée d'animer le quiz de clôture. L'agricultrice, qui en est à son deuxième mandat de bénévole, a pleinement joué son rôle de facilitatrice de liens. « J'interviens souvent lors des actions organisées par la MSA. Dès qu'on a besoin d'élus, j'essaie d'être présente pour relayer les informations auprès des exploitants et des salariés agricoles. »

En chiffres

40 % des cancers sont dus à des facteurs de risque modifiables comme l'alimentation, le tabac, la consommation d'alcool, le manque d'activité sportive et la sédentarité.

1 % des cancers du sein sont masculins. Il est la première cause de mortalité par cancer chez les femmes. Détecté à un stade précoce, il guérit dans 9 cas sur 10.

Action commune

Les délégués conjuguent LA SANTÉ AU FÉMININ

Durant le mois d'Octobre rose, les délégués MSA se sont mobilisés partout en France pour sensibiliser les femmes à la prévention santé et au dépistage du cancer du sein. Entre actions sportives, ateliers santé et initiatives solidaires, ces journées ont permis de promouvoir la santé au féminin, le bien-être et la solidarité dans les territoires. Morceaux choisis.

LOT ET AVEYRON – Des boîtes solidaires pour soutenir les femmes malades



La commission des agricultrices de la fédération départementale des syndicats d'Exploitants agricole (FDSEA) et les élues MSA du Lot et de l'Aveyron se mobilisent pour les femmes touchées par le cancer du sein. En octobre, 250 boîtes cadeaux décorées pleines de douceur ont été remises à la Ligue contre le cancer pour être distribuées dans les hôpitaux de Cahors, Figeac et Rodez.

LOZÈRE

Parcours santé pour les femmes



Le 16 octobre, une journée « Santé au féminin » a été organisée à Mende par les délégués et les assistantes sociales de la MSA du Languedoc. Au total, 22 participantes ont bénéficié d'un parcours sur mesure comprenant consultations avec une sage-femme, dépistages auditif et visuel, massages de réflexologie ou du visage et sensibilisation aux maladies cardiovasculaires féminines avec l'association Cœur et santé de Mende. Cette initiative a été très appréciée, offrant un moment privilégié pour la santé et le bien-être des femmes dans un territoire à la faible densité de professionnels de santé.

PUY-DE-DÔME – Prévention et dépistage au cœur de l'événement



Le 7 octobre, les délégués MSA se sont mobilisés lors du Sommet de l'élevage, aux côtés des syndicats agricoles et de la Ligue contre le cancer. La journée a été marquée par une conférence de presse, un atelier d'autopalpation animé par la Ligue et les médecins conseil de la MSA, ainsi qu'une intervention du Dr Jean-Pierre Delpont sur le dépistage des cancers.

HAUTES-PYRÉNÉES

Une journée sportive et solidaire



Le 19 octobre, le lac de Lourdes a accueilli une grande mobilisation autour d'Octobre rose, mêlant sport et prévention santé. Trois rendez-vous sportifs ont animé la matinée. L'après-midi, le village santé a proposé des conseils en nutrition, des soins et des animations autour de la santé féminine. La MSA Midi-Pyrénées Sud et ses délégués ont offert des séances de réflexologie pour sensibiliser le public à la prévention et au bien-être.



La MSA invite ses adhérents à participer à la concertation « Construisons + Simple » pour améliorer les démarches administratives. Les participants choisissent s'ils répondent en tant que particulier ou professionnel.



Pour participer :
construisons-plus-
simple-msa.make.org

Make.org conçoit des plateformes ouvertes à tous, sans inscription ni mot de passe. En quelques clics, chacun peut voter, commenter ou proposer une idée depuis un ordinateur ou un téléphone. « *Nous avons voulu un dispositif fluide, intuitif et inclusif*, explique Marthe Nagels. *Notre objectif n'est pas de recueillir des opinions abstraites, mais des idées concrètes pour simplifier la vie quotidienne.* »

Résultats en février

Chaque idée sera analysée afin de dégager des priorités d'action et des solutions, qui seront présentées au Salon de l'agriculture 2026 et serviront de base à la refonte de certains services, tels que l'espace privé en ligne, l'accueil, les procédures de déclaration, l'accès aux droits ou encore le développement de nouveaux outils numériques. Cette concertation pourrait également aboutir à la publication d'un livre blanc ou d'un manifeste adressé à l'État, notamment sur le volet réglementaire.

Pour Make.org, cette initiative illustre une évolution plus large de la relation entre institutions et citoyens. L'entreprise a déjà accompagné la Chambre de commerce et d'industrie France, Radio France, la MAIF ou l'Urssaf dans des démarches similaires. « *Ces concertations montrent qu'en associant les usagers, on renforce la crédibilité et l'efficacité des décisions* », estime Marthe Nagels. « *Simplifier est un acte de respect envers le monde agricole*, ajoute Jean-François Fruttero. *Nous voulons bâtir, avec eux, une protection sociale plus fluide, plus lisible et plus humaine.* »

Alexandre Roger

C'est quoi une *civic tech* ?

Le terme *civic tech*, pour « technologie civique », désigne l'ensemble des outils numériques favorisant la participation des citoyens à la vie publique. Ces plateformes permettent de débattre, voter ou proposer des idées sur des sujets collectifs. Leur mission : recueillir l'intelligence collective et transformer ces contributions en propositions concrètes et exploitables.

Concertation nationale

La MSA veut simplifier la vie DE SES ADHÉRENTS

Depuis le mois de novembre et jusqu'au 19 décembre, la MSA invite l'ensemble de ses adhérents à participer à une vaste concertation sur la simplification administrative. Une initiative inédite, menée avec la *civic tech* Make.org, qui ambitionne de transformer la relation entre la MSA et le monde agricole.

Gérée « par et pour » le monde agricole, la MSA fait le choix du dialogue. Lancée début novembre, la concertation « Construisons + Simple » est destinée à recueillir les attentes et propositions de ses adhérents sur la simplification des démarches administratives.

« *La simplification ne peut se faire d'en haut, sans nos adhérents. Elle doit se faire avec eux* », affirme Jean-François Fruttero, président de la MSA et viticulteur dans l'Hérault. Dans un contexte de transitions agricoles, sociales et numériques, l'organisme veut alléger les procédures et améliorer l'accès aux droits. « *La simplification, souligne-t-il, n'est plus un luxe, mais une condition de la confiance* ».

La qualité de la relation avec ses adhérents est devenue un enjeu majeur pour le régime agricole. Les manifestations de 2024 et 2025

ont mis en lumière la lourdeur de certaines démarches, vécue comme une contrainte supplémentaire dans un quotidien déjà exigeant. Des difficultés bien connues sur le terrain.

Face à cette réalité, la MSA veut construire des réponses concrètes et adaptées à tous ses publics – exploitants, employeurs, salariés ou retraités. « *Simplifier, c'est respecter le temps et l'engagement de ceux que nous accompagnons* », insiste Jean-François Fruttero. Pour mener cette consultation à grande échelle, la MSA s'est associée à une plateforme civique indépendante spécialisée dans la participation citoyenne. « *C'est une première pour un organisme de sécurité sociale* », souligne Marthe Nagels, responsable de la démocratie participative chez Make.org. *La MSA fait le pari de la confiance dans l'intelligence collective. Elle veut écouter ses adhérents et coconstruire des solutions réalistes et utiles.*

LA SÉCURITÉ SOCIALE CÉLÈBRE SES 80 ANS

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte de grande pénurie et de détresse sociale, les ordonnances du 4 et 19 octobre 1945 marquent un tournant historique pour la France. Elles refondent son système de protection sociale et créent la Sécurité sociale bâtie sur le principe de solidarité. Ce pilier du modèle social français souffle cette année ses 80 bougies.



Son objectif ? Garantir à chacun « qu'en toute circonstance, il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille ». La Sécurité sociale assure à tous un revenu minimal et l'accès à des dispositifs d'ac-

compagnement face aux grands risques de la vie : maladie, famille, maternité, accident du travail, chômage, vieillesse, perte d'autonomie, décès. Le système fonctionne selon un principe de solidarité : chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.

Trois régimes obligatoires de base composent l'organisme redistributif : le régime général qui couvre plus de 80 % de la population ; le régime agricole porté par la Mutualité sociale agricole (MSA) qui protège exploitants et salariés agricoles ainsi que leurs familles ; et les régimes spéciaux (SNCF, RATP...). Grâce à sa gouvernance mutualiste, son ancrage dans les zones rurales et son guichet unique, la MSA joue un rôle clé dans les campagnes. Elle assure

la couverture santé, la retraite et les prestations familiales des 5,4 millions de ressortissants qui y vivent.

Pour célébrer cet anniversaire, tous les organismes de Sécurité sociale (CPAM, MSA, Urssaf...) organisent des portes ouvertes, des conférences. C'est le cas de la MSA Alpes-Vaucluse qui a proposé une exposition photographique à l'hôtel de ville d'Avignon en octobre, mettant en lumière douze portraits de femmes et hommes nés en 1945. Ces habitants du Vaucluse, des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence ont prêté leur visage et leur parcours de vie pour raconter la force de ce modèle solidaire. Cédric Surles, l'auteur de ces clichés, est aussi responsable des prestations familiales au sein de cette caisse.

Quatre-vingts ans après sa création, la vénérable institution conserve toujours une place importante dans le cœur des Français, assure Julien Damon, enseignant à Sciences Po, dans l'un des podcasts que lui consacre l'École nationale supérieure de Sécurité sociale⁽¹⁾. « Dès 1945, les sondages montrent qu'une majorité de personnes se déclare favorable au principe d'un service public de santé national. Si on balaie huit décennies de données d'opinion, on observe trois éléments récurrents, explique-t-il : un large soutien au

principe, des critiques et des réserves sur la gestion et une confiance élevée dans le système. » Une étude de février 2025 menée par Ipsos pour le groupe mutualiste VYV et la fondation Jean-Jaurès confirme ce sentiment. Si une majorité des sondés reconnaît l'importance de la Sécurité sociale dans leur vie quotidienne, pour se soigner ou protéger leur famille, ils sont 88 % à être pessimistes quant à son avenir. Cependant ils restent attachés à ce modèle social au point de juger à 80 % qu'il est meilleur que les autres dans le monde. Un cocorico vibrant de fierté nationale.

Fatima Souab

(1) en3s.fr/parlons-peu-parlons-secu-len3s-lance-une-serie-de-podcasts

CHIFFRES CLÉS 2025

- 68 millions de bénéficiaires de la protection maladie.
- 666,4 milliards d'euros de dépenses (budget 2025).
- 83 % des dépenses concernent la maladie et la vieillesse.
- 22 milliards d'euros de déficit en 2025 (estimation).



Retrouvez-nous sur le web

Consultez lelimsa.fr pour découvrir plus d'informations de vos régions et vous inscrire à notre newsletter.

lelimsa.fr

